

COLLECTION DES RAPPORTS

LE MODÈLE SOCIAL A L'ÉPREUVE DE LA CRISE BAROMÈTRE DE LA COHÉSION SOCIALE 2014

Étude réalisée à la demande de la Direction Générale de la Cohésion Sociale
Mission Analyse stratégique, synthèse et prospective

■ Sandra HOIBIAN

■ OCTOBRE 2014



DEPARTEMENT CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS

Etude réalisée à la demande de la Direction Générale de la Cohésion Sociale

Mission Analyse stratégique, synthèse et prospective

Le département « Conditions de vie et Aspirations » est composé de :

- Régis Bigot, Directeur du département
- Sandra Hoibian, Directrice adjointe du département
- Patricia Croutte, Chef de projet
- Emilie Daudey, Chef de projet
- Jörg Müller, Chargé d'études et de recherche
- Isabelle Delakian, Assistante.

CRÉDOC

Abstract

The french social model in a time of crisis

Stressed out by the crisis, without any confidence in the institutions and their ability to impact the real, worried about the risks of society losing any sense of responsibility and more and more turning towards values such as personal freedom and individual autonomy, the French tend, in early 2014, to let behind "collectiveness" in order to rely only on themselves. Doubts about the social welfare system and its efficiency become more and more visible. Concerns about the "profiteers" of the system outweigh the perception of the "non-take up" of social aid, which nevertheless affects one French in five. Simultaneously, people seem to wish an extension of the secular principle of "laïcité", intended to limit tensions between religious groups, which are worrying a significant portion of citizens.

Le modèle social à l'épreuve de la crise

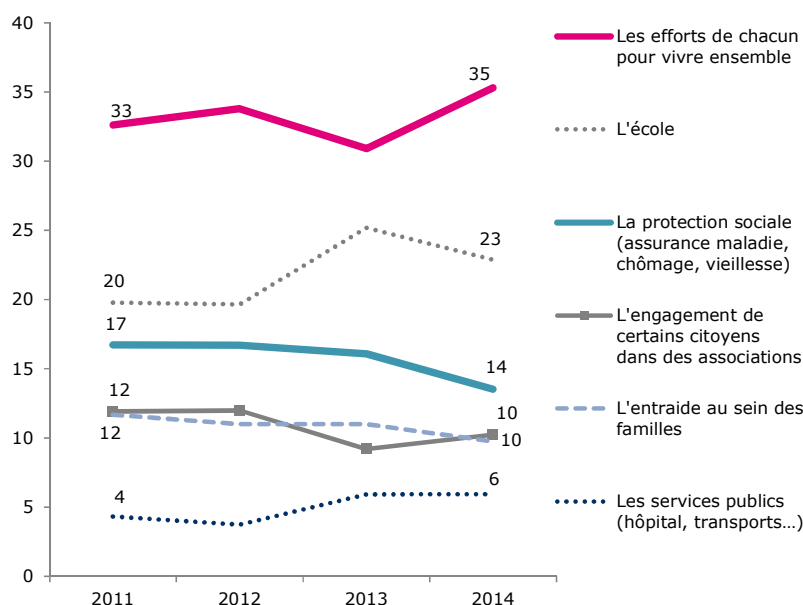
Stressés par la crise, n'ayant plus confiance dans les institutions et leur capacité d'infléchir le réel, inquiets des risques de déresponsabilisation du modèle social, et valorisant la liberté et l'autonomie individuelle, les Français tendent, en ce début 2014, à s'affranchir du collectif pour ne compter que sur eux-mêmes. Les doutes par rapport à l'efficacité du système de protection sociale se font davantage entendre. Les inquiétudes par rapport aux « profiteurs » du système surpassent la perception du non-recours aux aides et droits, qui touche pourtant un Français sur cinq. Dans le même temps, la population semble appeler de ses vœux une forme d'extension du principe de laïcité à la française, censé limiter les tensions entre groupes religieux, qui inquiètent une part importante de nos concitoyens.

Synthèse

Le souhait d'un modèle social où l'individu jouerait un plus grand rôle

Stressés par la crise, n'ayant plus confiance dans les institutions et leur capacité d'infléchir le réel, inquiets des risques de déresponsabilisation du modèle social et valorisant la liberté et l'autonomie individuelle, les Français tendent, en ce début 2014, à s'affranchir du collectif pour ne compter que sur eux-mêmes. C'est probablement la raison pour laquelle 35% des Français placent **les efforts de chacun pour vivre ensemble** en tête des facteurs qui contribuent le plus à renforcer la cohésion sociale, loin devant l'école, la protection sociale, Tandis que la **protection sociale apparaît moins essentielle** cette année (14% vs 17% en 2011). Fait notable, le désenchantement vis à vis de la protection sociale est particulièrement marqué chez les personnes **les plus fragiles** qui pourraient pourtant bénéficier des filets de protection dans cette période de crise : les non-diplômés (-9 points), les bas revenus (-7 pts), les personnes au foyer (-7 points), les personnes souffrant de handicap (-8 points) considèrent la protection sociale nettement moins essentielle à la cohésion de la société cette année.

Selon vous, aujourd'hui en France, qu'est-ce qui contribue le plus à renforcer la cohésion sociale ?



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

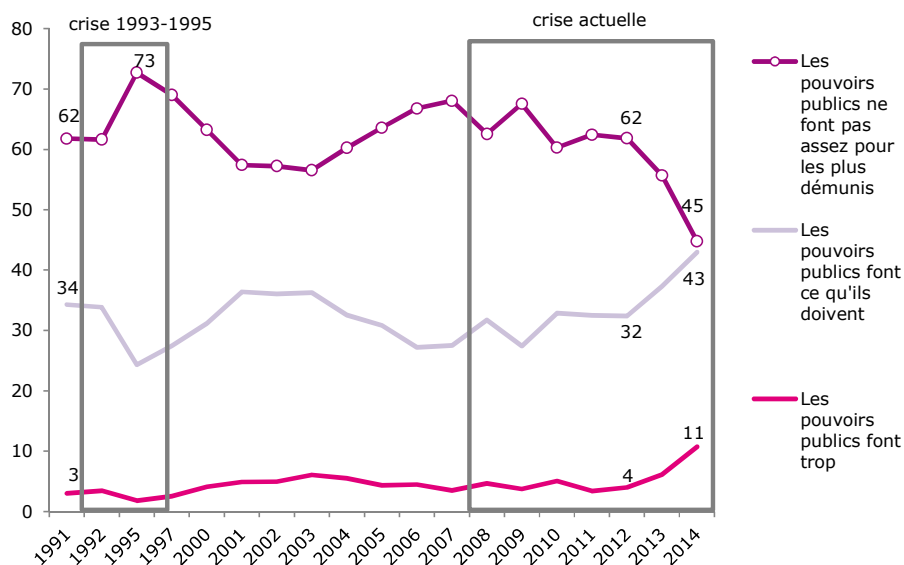
Lecture : 35% pensent que les efforts de chacun contribuent le plus à renforcer la cohésion sociale

Alors que la pauvreté s'est accrue en France année après année depuis 2008 (le taux de pauvreté monétaire¹ a atteint 14,3% de la population en 2011, son niveau le plus haut depuis 1996), **l'action des pouvoirs publics envers les plus démunis n'apparaît plus véritablement comme une idée fédératrice de la société française**. A contrecourant

¹ Calculé à partir de 60% du niveau de vie médian.

de la tendance de long terme qui voit l'empathie et la demande d'intervention de l'Etat progresser en période de récession, depuis 2009, les Français semblent ne plus faire de l'action publique l'alpha et l'omega d'une amélioration de la situation. La proportion de personnes qui estiment que les pouvoirs font « ce qu'ils doivent », voire qu'ils en font trop pour les plus pauvres a singulièrement augmenté en deux ans (respectivement +11 points et +7 points). Si bien que l'idée que les pouvoirs publics n'interviennent pas assez pour aider les catégories modestes est minoritaire, pour la première fois depuis trente ans.

Estimez-vous que les pouvoirs publics font trop, font ce qu'ils doivent ou ne font pas assez pour les plus démunis ?



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

L'idée que **les individus doivent d'abord et avant tout se prendre en main** se diffuse. Alors même que le chômage est au plus haut et focalise l'attention d'une grande partie des Français, 64% considèrent que, s'ils le voulaient vraiment, la plupart des chômeurs pourraient trouver un emploi (+4 points par rapport à 2013). 37% des personnes interrogées estiment que les personnes qui vivent dans la pauvreté n'ont pas fait d'effort pour s'en sortir. Elles n'étaient que 25% à défendre ce point de vue au lendemain de la crise économique.

Les **valeurs libérales** gagnent du terrain tant sur le plan des mœurs (soutien au mariage des personnes de même sexe, au suicide médicalement assisté en fin de vie), que sur le plan économique (moindre demande de régulation des entreprises, exaspération fiscale) ou social (valorisation des initiatives individuelles)². Prises dans ce mouvement, la sensibilité aux inégalités et les critiques sur l'individualisme se font un peu moins dures : une très large majorité (75%) pense toujours que la cohésion de la société est fragile mais la proportion a baissé de 9 points par rapport à l'an dernier. Le sentiment que les inégalités se creusent est lui aussi toujours très présent dans l'opinion (81% des Français) mais recule (-6 points).

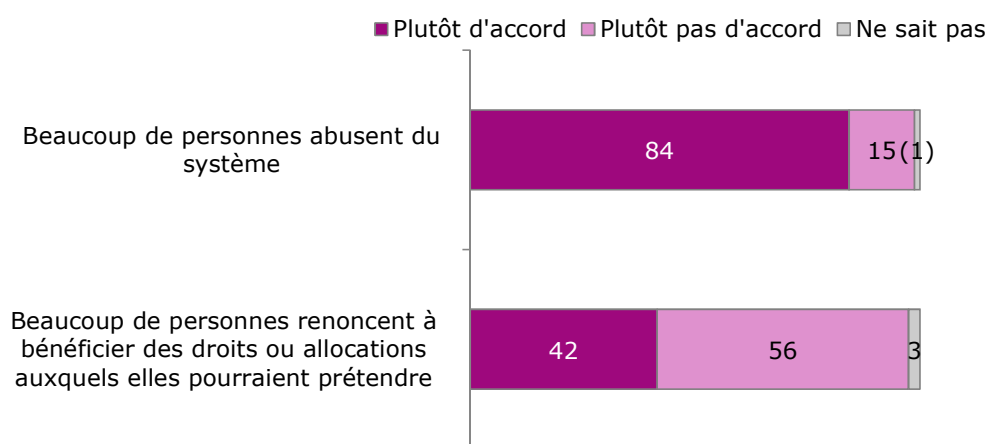
² Voir Régis Bigot, Patricia Crouette, Emilie Daudey, Sandra Hoibian, Jorg Muller, *Début 2014 : Ne compter que sur soi*, Note de conjoncture sociétale, avril 2014

L'idée qu'il existe des profiteurs du système est plus répandue que celle du non-recours

Les inquiétudes face au poids de la dette de l'Etat, l'exaspération par rapport aux augmentations d'impôts, et les tensions autour du pouvoir d'achat des classes moyennes nourrissent le sentiment que le système de protection sociale et de droits n'est pas juste et que « **beaucoup de personnes abusent du système** » (84% d'assentiment). Tandis que seuls 42% pensent que « beaucoup de personnes renoncent à bénéficier des droits ou allocations auxquels elles pourraient prétendre ».

Opinions sur les abus et le non recours aux aides et droits

Il existe, dans notre pays, un certain nombre de droits, de services et d'allocations auxquels les citoyens peuvent prétendre : allocations chômage, allocations familiales, logement social, aide juridictionnelle, RSA, Allocation pour les personnes âgées (APA), Couverture Maladie Universelle (CMU), tarifs sociaux pour l'électricité, le gaz, les transports, etc. Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ?

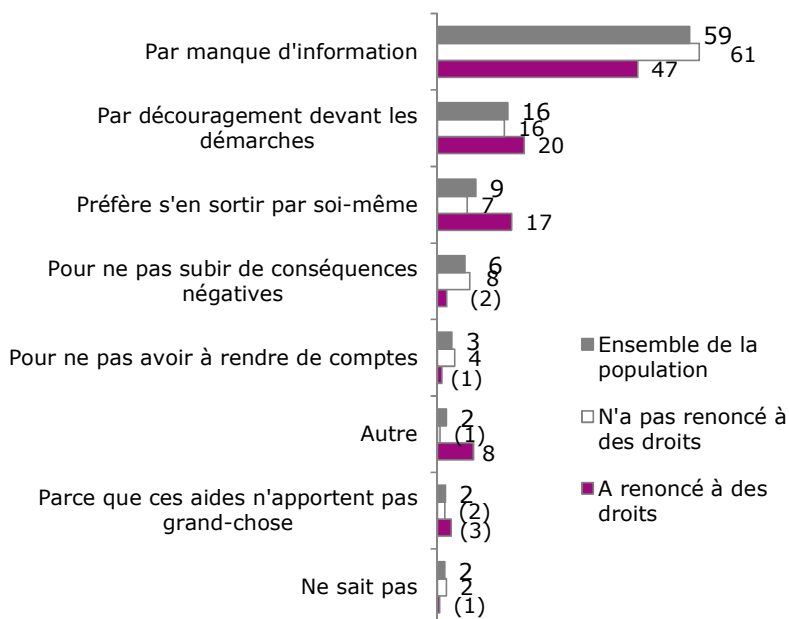


Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Et pourtant dans notre enquête, **19% des Français** déclarent, personnellement, n'avoir **pas bénéficié des aides ou des allocations, des tarifs sociaux, des droits** auxquels ils pouvaient prétendre, au cours des 12 derniers mois. **Le manque d'informations (59%)** arrive clairement en tête des raisons de non-recours évoquées par nos interviewés, y compris par les personnes ayant elles-mêmes renoncé à des droits ou dispositifs d'aide. Deux autres motifs émergent, notamment chez les non-bénéficiaires : le **découragement devant les démarches à accomplir** (20% des non-bénéficiaires), et le **souhait de « s'en sortir par soi-même »** (17% des non-bénéficiaires).

Raisons du non recours

Aux personnes ayant renoncé à des droits : La dernière fois que c'est arrivé, pour quelle raison principale n'avez-vous pas bénéficié d'allocations, droits, aides ou tarifs sociaux auxquels vous pouviez prétendre ?/
 Aux personnes n'ayant pas renoncé à des droits : Pour quelle raison principale pensez-vous que certaines personnes ne bénéficient pas d'allocations, droits, aides ou tarifs sociaux auxquels elles peuvent prétendre ?



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

L'attachement au modèle de la laïcité à la française

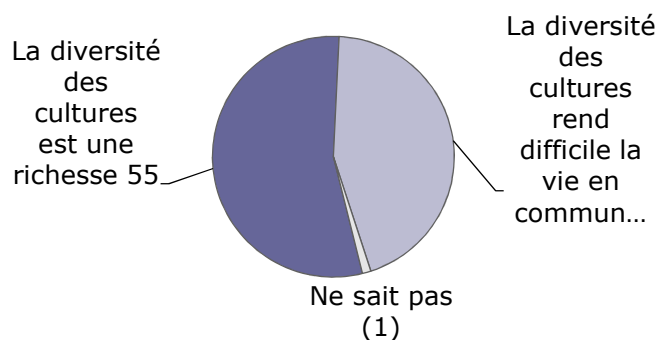
Pour beaucoup, le modèle social français repose non seulement sur le système de protection social mais aussi sur sa conception de l'intégration. Héritée de l'époque révolutionnaire, la tradition culturelle française intègre un devoir d'asile envers les étrangers³ et un esprit de fraternité, inscrit dans la devise de la République française. Mais tout au long de son histoire la France semble osciller entre sa mission de terre d'accueil (elle est au XIXe siècle l'une des terres d'asile les plus accueillantes du continent avec la Grande-Bretagne), et une certaine hostilité face à la figure de l'étranger inassimilable qui accompagne chaque vague migratoire (Italiens de la fin du XIXe siècle, migrants africains, Roms aujourd'hui, etc.) car « *les immigrés seraient trop nombreux, porteurs de maladie, délinquants potentiels, étrangers au corps de la Nation* »⁴. De fait, nos concitoyens sont partagés entre le sentiment que « **la diversité des cultures et des origines est une richesse pour notre pays** » (55%) et l'idée que celle-ci « rend difficile la vie en commun » (44%).

³ L'article 120 de la Constitution de 1793 « *donne asile aux étrangers bannis de leur patrie pour la cause de la liberté* » et le « *refuse aux tyrans* ». Le principe républicain de l'asile est réellement établi dans l'article 4 du préambule de la Constitution de la IVe République de 1946 énonce que « *tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République* ».

⁴ Musée de l'immigration « histoire de l'immigration » <http://www.histoire-immigration.fr/dix-themes-pour-connaître-deux-siècles-d-histoire-de-l-immigration/terre-d-accueil-france-hostile>

La diversité – une richesse et une difficulté

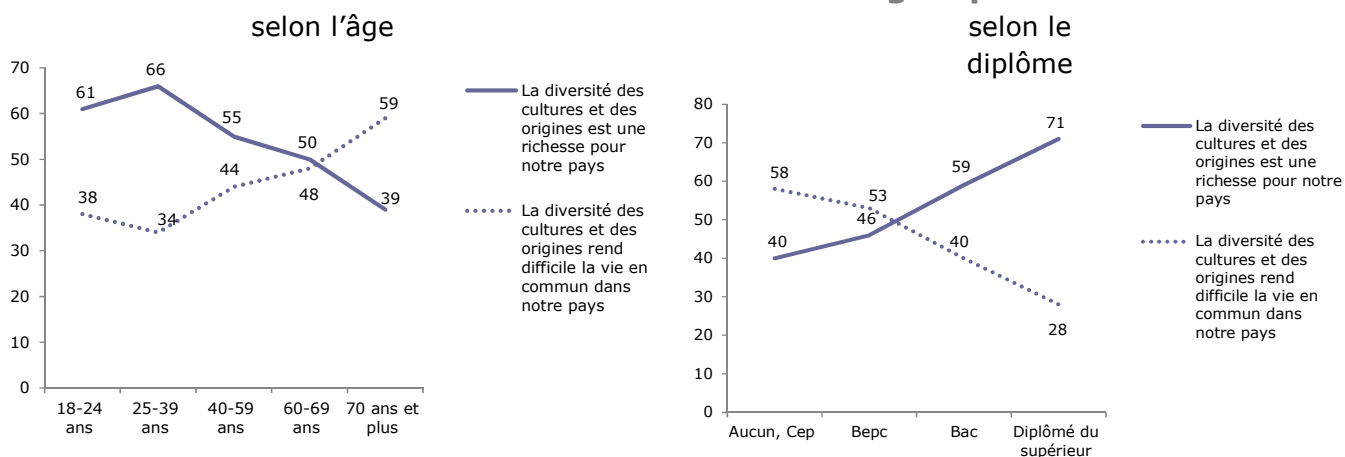
Quelle opinion se rapproche le plus de la vôtre ?



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

La perception de la diversité est donc loin de faire consensus dans la société et **dresse une ligne de partage** entre d'un côté des publics plutôt **jeunes, urbains, diplômés qui voient la diversité plutôt comme une richesse** et des personnes peu diplômées, séniors, habitants de zone rurale qui l'appréhendent comme une difficulté. Elle tient davantage aux attitudes en matière de **tolérance** en général (racisme déclaré, souhait d'intégration des immigrés) qu'à la proximité de vie avec les quartiers dits « sensibles ».

Des visions très différentes selon les groupes



Source : CRÉDOC, enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2014

La perception de la diversité comme un obstacle au vivre ensemble tient probablement au **modèle français d'intégration**. Celui-ci repose plutôt sur le principe d'une assimilation des cultures et origines étrangères dans un creuset commun, à la différence de modèles anglosaxons valorisant davantage « le caractère « multiethnique » de la mosaïque des origines et des appartenances ». ⁵ Au sein de ce modèle, la « **laïcité à la française** » **joue un rôle prépondérant et qui semble s'accroître** : « la laïcité apparaît comme un élément capable d'apaiser les tensions et d'assurer les conditions d'un vivre ensemble acceptable en relativisant la visibilité et l'importance des différences particulières et surtout

⁵ Jacqueline Costa-Lascoux, « L'intégration « à la française » : une philosophie à l'épreuve des réalités », Revue européenne des migrations internationales [En ligne], vol. 22 - n°2 | 2006, mis en ligne le 01 juillet 2009

en rejetant dans le domaine privé ce qui peut être source de tensions à savoir la religion »⁶. En effet, 93% des Français sont d'accord avec l'idée que « **les religions peuvent créer des tensions au sein de la société** ». L'idée traverse l'ensemble du corps social, quelles que soient les classes d'âge, le niveau de diplôme, le lieu de vie, etc. Même les personnes qui revendiquent une pratique religieuse régulière, occasionnelle ou qui ont le sentiment d'appartenir à une religion en sont très largement convaincues. **L'apport positif des religions via la transmission de valeurs et de repères** est moins net dans l'esprit de nos concitoyens (69%) et davantage lié à la foi et la pratique religieuse personnelle. Selon la fondation de Dublin les Français sont ainsi parmi les plus sensibles en Europe aux **tensions entre religions**⁷.

La période récente n'a probablement pas apaisé ces inquiétudes, dans la mesure où s'est développée une forme de **crispation autour de l'islam**. Selon l'enquête de la CNCDH 55% des Français déclarent que les musulmans constituent « un groupe à part » en décembre 2012. Ils étaient 44% en novembre 2009. L'augmentation est d'autant plus notable que l'idée avait eu tendance à perdre du terrain depuis 2005 où 63% des Français étaient de cet avis. Et nombreux autres indicateurs de cette enquête convergent en ce sens.

Dans les différents articles de loi qui la mentionnent (Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, et de celle du 4 octobre 1958, Loi du 9 décembre 1905 de séparation des Églises et de l'État) la laïcité s'appuie sur plusieurs principes : la neutralité de l'État face aux religions, la liberté religieuse (qui est un des éléments de la liberté de conscience), et le pluralisme, c'est à dire l'absence de distinction entre les cultes (Si l'État ne reconnaît aucune religion, il ne doit en méconnaître aucune, et il reconnaît le fait religieux)⁸.

A choisir, 67% de nos concitoyens attendent **des pouvoirs publics** qu'ils veillent, avant tout, à ce que les croyances et les pratiques religieuses des individus **ne soient pas visibles dans les espaces publics** plutôt qu'à protéger la liberté des croyances et des pratiques religieuses (32%). En 2005, l'interdiction du port de signes religieux ostensibles pour les agents dans les administrations et entreprises publiques recueillait déjà l'adhésion d'une majorité de Français. Mais ces dernières années, l'opinion semble donc avoir évolué et souhaite une forme **d'extension du principe de la laïcité** dans les espaces publics (y compris chez les passants) ainsi qu'aux entreprises privées : en 2005, seuls 49%⁹ voyaient

⁶ Rapport (CNCDH) 2012, *op.cit.*

⁷ Eurofound, 3rd European Quality of Life Survey, Quality of life in Europe: Impacts of the crisis, 2012, <http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef1264.htm> 39% des Français et des Belges considèrent qu'il y a d'importantes tensions entre les différents groupes religieux contre 28% en moyenne en Europe ou 28% des Allemands par exemple. 50% des Français pensent qu'il existe de fortes tensions entre groupes ethniques sont, juste après les Tchèques (60%) et les Hongrois (60%) et loin devant les Anglais (40%), les Italiens (38%) ou les Allemands (29%) par exemple.

Les Français sont aussi particulièrement nombreux à considérer qu'il existe d'importantes tensions entre les groupes ethniques, et également entre les riches et les pauvres, les cadres et les employés. En revanche, ils sont dans la moyenne européenne en ce qui concerne la perception de tensions entre les personnes âgées et les jeunes, les hommes et femmes ou les différentes orientations sexuelles.

Notons qu'en 2007, les Français étaient déjà parmi les européens les plus enclins à constater des tensions entre groupes religieux. Cf. Eurofound, Second European Quality of Life Survey Overview

⁸ Études et documents du Conseil d'État, *Un siècle de laïcité - Rapport public 2004*, <http://www.conseil-etat.fr/media/document//rapportpublic2004.pdf>

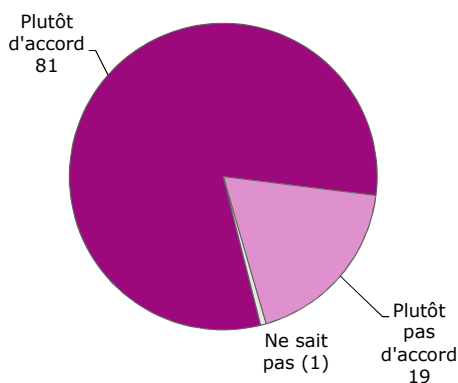
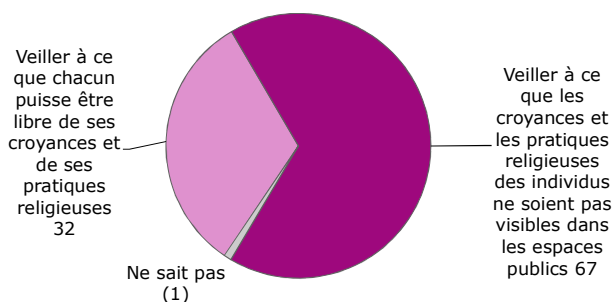
⁹ Sondage CSA / CNAL réalisé par téléphone les 2 et 3 février 2005. Échantillon national représentatif de 970 personnes âgées de 15 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération. en 2005, <http://www.csa.eu/multimedia/data/sondages/data2005/opi20050203c.htm>

d'un bon œil l'interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les **entreprises privées** pour les salariés. Aujourd'hui **81% adhèrent à l'interdiction du port visible de tout signe d'appartenance religieuse comme par exemple le voile, la kippa, la croix dans les entreprises**. Les débats ayant eu lieu autour notamment du procès lié au licenciement d'une employée voilée qui refusait d'ôter son foulard sur son lieu de travail (une crèche privée), les crispations à l'égard de la place de l'islam ne sont probablement pas étrangers à ces attitudes.

Une vision extensive de la laïcité

Pour vous, les pouvoirs publics doivent-ils en priorité ?

Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ? Dans les entreprises, il faut interdire le port visible de tout signe d'appartenance religieuse comme par exemple le voile, la kippa, la croix



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Sommaire

I – L’individu occupe une place grandissante dans la cohésion sociale 13

1. Le contexte : le modèle social à l’épreuve de la crise 13
2. Les individus n’ont jamais autant compté que sur eux-mêmes 15
3. La cohésion sociale semble un peu moins fragile cette année 18
4. Le sentiment d’intégration continue de progresser 22
5. L’emploi et le logement restent les deux attentes prioritaires vis-à-vis des pouvoirs publics, le soutien aux jeunes et à la croissance semblent plus importants 24

II – Le non-recours 27

1. Les situations d’abus semblent beaucoup plus fréquentes que celles du non-recours 27
2. Près de 2 personnes sur 10 déclarent avoir renoncé à des aides, droits ou tarifs sociaux auxquels elles auraient pu prétendre 30
3. Le manque d’information, le découragement devant les démarches et la fierté personnelle sont les principales raisons du non-recours 32

III – Diversité et laïcité et en question..... 34

1. La diversité des cultures : une richesse et une difficulté 34
2. L’attachement au modèle de la laïcité à la française 41
 - a. *Les religions sont à la fois perçues comme une source de tensions et un vecteur de valeurs positives..... 41*
 - b. *Pour la population, les croyances et pratiques religieuses ne doivent pas être visibles ni dans les espaces publics ni dans les entreprises..... 43*
3. Légère diminution de la constatation de discriminations 48

Annexe- Tableaux complémentaires..... 50

Annexe- questionnaire 75

Avant-Propos

Ce document présente les résultats des questions insérées à la demande de la Direction Générale de la Cohésion Sociale dans la vague de début 2014 de l'enquête permanente du CRÉDOC sur « les Conditions de vie et les Aspirations ». Ces questions constituent la quatrième vague d'une enquête initiée en 2011.

Il détaille notamment les résultats en proposant notamment une analyse des réponses en fonction des caractéristiques socio-démographiques des enquêtés.

Encadré 1 - Précisions méthodologiques

L'enquête a été réalisée en « face à face », entre décembre 2013 et janvier 2014, auprès d'un échantillon représentatif de 2 003 personnes, âgées de 18 ans et plus, sélectionnées selon la méthode des quotas. Ces quotas (région, taille d'agglomération, âge sexe, PCS) ont été calculés d'après les résultats du dernier recensement général de la population. Un redressement final a été effectué pour assurer la représentativité par rapport à la population nationale de 18 ans et plus¹⁰.

Plusieurs thèmes ont été abordés :

- **Le regard porté par la population sur la cohésion sociale** : le sentiment de vivre dans une société où la cohésion sociale est forte ou au contraire faible, la place des différents mécanismes de solidarité (familiaux, associatifs, d'Etat providence, etc), les attentes vis-à-vis des pouvoirs publics
- **Le non-recours** : la perception par la population de l'importance du phénomène des abus et de celui du non-recours aux droits et dispositifs d'aide, une estimation du nombre de personnes ayant renoncé à des droits ou aides, et les principales raisons du non-recours
- **L'intégration et la laïcité en question** : le sentiment personnel d'intégration, l'observation de discriminations dans son entourage, l'opinion par rapport à la diversité des cultures et à la visibilité des pratiques et croyances religieuses dans les lieux publics et les entreprises, quelques attitudes par rapport aux religions

¹⁰ Pour plus de précisions sur les caractéristiques techniques de l'enquête, on pourra se reporter au rapport intitulé « Premiers résultats de la vague de début 2014 » (CRÉDOC, mars 2014).

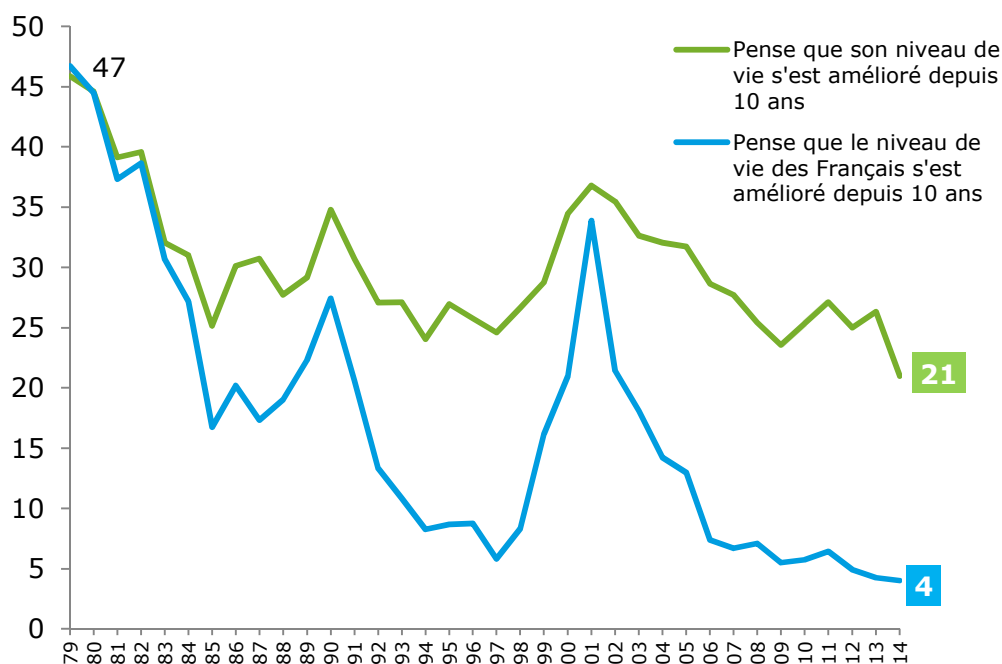
I – L'individu occupe une place grandissante dans la cohésion sociale

1. Le contexte : le modèle social à l'épreuve de la crise

Jamais, depuis 36 ans que nous suivons l'évolution de la société française, les Français n'avaient été aussi **pessimistes quant à l'évolution de leurs conditions de vie**. Seuls 4% de nos concitoyens estiment que le niveau de vie de l'ensemble des Français s'est amélioré depuis 10 ans. Et la vision qu'ont les Français de l'évolution récente de leur niveau de vie est tout aussi dégradée. Cette année, seule une personne sur cinq (21%, -5 points en un an) a l'impression de bien se tirer d'affaires ; jamais cette proportion n'a été aussi faible. Les frustrations quant au pouvoir d'achat sont à leur comble et les perspectives sont particulièrement sombres. Le chômage et la pauvreté sont au cœur des inquiétudes de nos concitoyens.

Graphique 1 – Pessimisme record, tant d'un point de vue personnel que collectif

Proportion d'individus qui pensent que leur niveau de vie s'est amélioré au cours des 10 dernières années et
Proportion d'individus qui pensent le niveau de vie de l'ensemble des Français s'est amélioré (en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

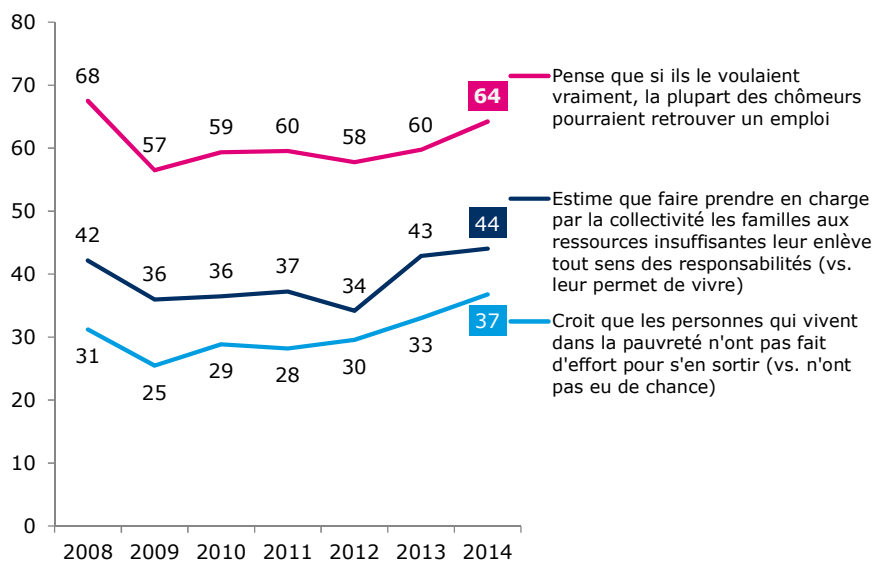
Alors que la pauvreté s'est accrue en France année après année depuis 2008 (le taux de pauvreté monétaire¹¹ a atteint 14,3% de la population en 2011, son niveau le plus haut depuis 1996), la **solidarité envers les plus démunis n'apparaît plus véritablement**

¹¹ Calculé à partir de 60% du niveau de vie médian.

comme une idée fédératrice de la société française. En effet, l'année qui a suivi le déclenchement de la crise économique, l'empathie envers les plus en difficulté avait progressé de manière forte mais l'opinion s'est ensuite très vite retournée, et depuis 2009, les opinions se sont franchement « durcies ». Plusieurs indicateurs en attestent :

- Malgré une préoccupation croissante pour le chômage et la croissance réelle du chômage depuis le début de la crise (de 6,8% au premier trimestre 2008 à 9,9% au quatrième trimestre 2013), l'idée selon laquelle s'ils le voulaient vraiment, la plupart des chômeurs pourraient trouver un emploi progresse : elle est maintenant nettement majoritaire, avec 64% d'opinions favorables (+4 points par rapport à 2013).
- La part d'individus considérant que faire prendre en charge par la collectivité les familles aux ressources insuffisantes leur enlève tout sens des responsabilités (vs. leur permet de vivre) n'a jamais été aussi élevée.
- 37% des personnes interrogées considèrent que les personnes qui vivent dans la pauvreté n'ont pas fait d'effort pour s'en sortir. Elles n'étaient que 25% à défendre ce point de vue au lendemain de la crise économique.

Graphique 2- La montée de la responsabilité individuelle (en %)



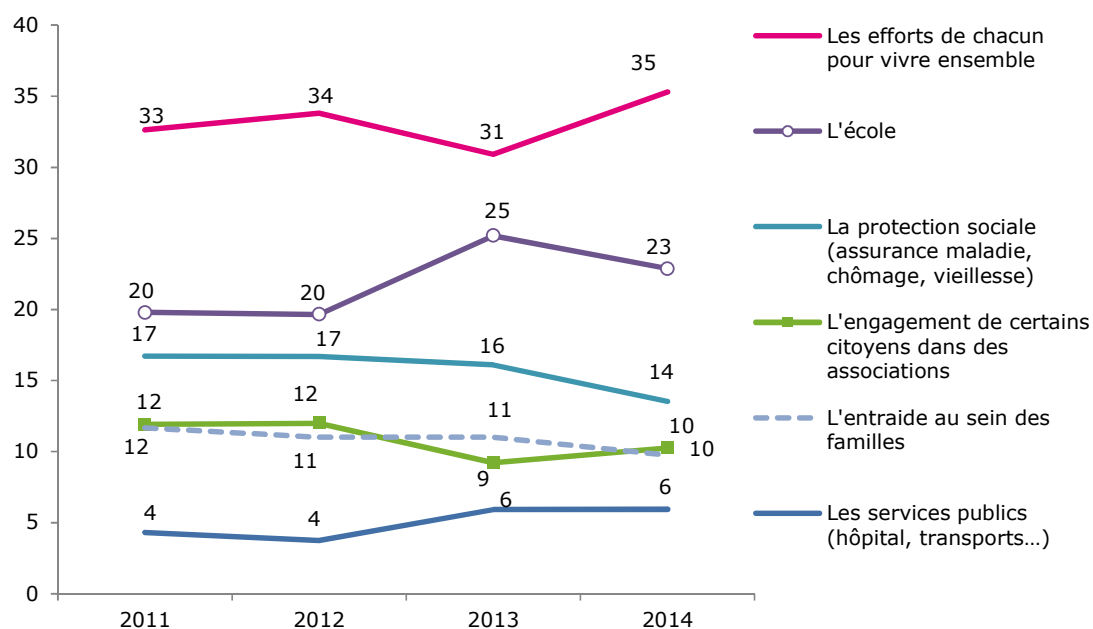
Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Lecture : 64% pensent que la plupart des chômeurs pourraient retrouver un emploi si ils le voulaient vraiment

2. Les individus n'ont jamais autant compté que sur eux-mêmes

Stressés par la crise, n'ayant plus confiance dans les institutions et leur capacité d'infléchir le réel¹², les Français tendent à s'affranchir du collectif et à ne compter que sur eux-mêmes. C'est probablement la raison pour laquelle 35% des Français placent **les efforts de chacun pour vivre ensemble** en tête des facteurs qui contribuent le plus à renforcer la cohésion sociale, loin devant l'école, la protection sociale, etc. L'idée prévaut dans tous les groupes sociaux (cf. tableau p.53) et a même beaucoup progressé chez les jeunes (35%, +11 points cette année).

Graphique 3 - Selon vous, aujourd'hui en France, qu'est-ce qui contribue le plus à renforcer la cohésion sociale ?



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

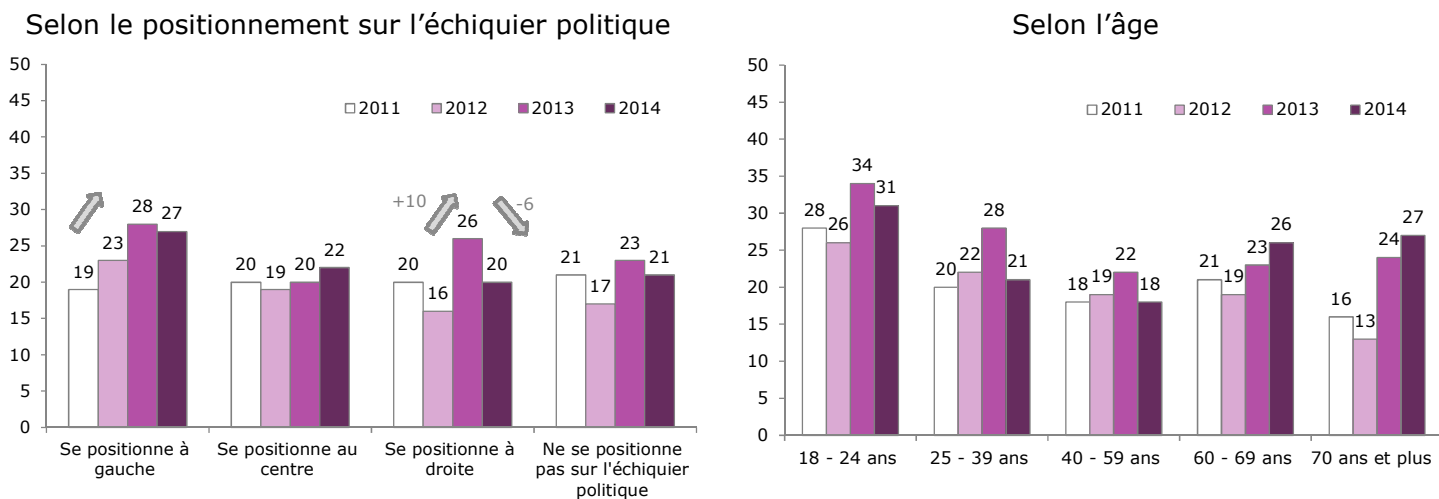
Lecture : 35% pensent que les efforts de chacun contribuent le plus à renforcer la cohésion sociale

L'an dernier, dans la suite de la campagne présidentielle, **l'école** avait paru un peu plus indispensable à la cohésion de la société. Finalement cette année, seules les personnes qui se situent à gauche de l'échiquier politique en restent persuadées tandis que celles qui se positionnent à droite sont en quelque sorte revenues à leurs opinions d'avant campagne. Les **seniors** et en particulier les plus de 70 ans ont néanmoins été convaincus et placent

¹² Voir par exemple Pierre Bréchon, « Crise de la confiance dans les élites politiques », In Bruno Cautrés, Nonna Meyer, Nouveau désordre électoral : les leçons du 21 avril 2002, Paris, Presses de Sciences Po, 2004. CEVIPOF, « Baromètre de la confiance politique », 5^{ème} vague, résultats début 2014 : <http://www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/les-resultats-vague-5-janvier-2014/>

haut les couleurs de l'école dans le vivre ensemble.

Graphique 4 – Proportion d'individus considérant que l'école contribue le plus à renforcer la cohésion sociale aujourd'hui en France



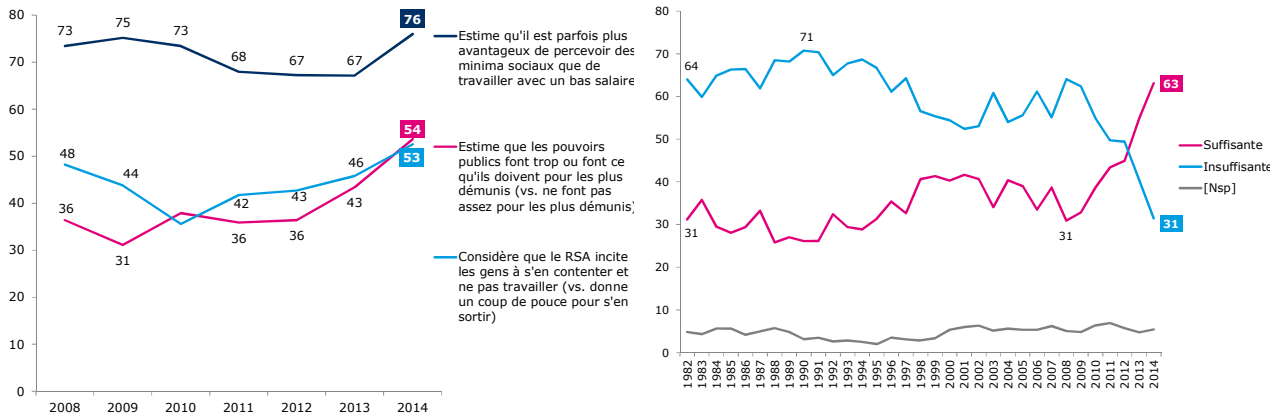
Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014
 Lecture : 27% des 70 ans et plus considèrent que l'école est ce qui contribue le plus à renforcer la cohésion sociale aujourd'hui en France

La **protection sociale apparaît, elle aussi, moins essentielle** cette année (14% vs 17% en 2011). Et ce mouvement est visible dans quasiment tous les groupes sociaux (cf. tableau p.53). La moindre empathie envers les plus démunis s'accompagne d'une **remise en cause** du bienfondé ou tout du **moins de l'efficacité** de la mise en œuvre des politiques sociales¹³. Les craintes de **déresponsabilisation** des différentes mesures d'aide aux plus fragiles n'ont jamais été aussi fortes qu'aujourd'hui. Certaines idées se sont propagées très vite dans la société ces dernières années avec une accélération en 2014 : le sentiment que les pouvoirs publics font trop ou ce qu'ils doivent pour les démunis et le fait de considérer que le RSA incite les gens à s'en contenter et à ne pas chercher de travail sont devenus pour la première fois majoritaires (elles recueillent respectivement 54% et 53% de suffrages), progressant respectivement de +11 points et +7 points. Dans le même registre, penser qu'il est plus avantageux de percevoir des minima sociaux que de travailler avec un bas salaire a progressé de +9 points, atteignant 76% de la population en 2014. Enfin, après être restée relativement stable entre 1982 et 2009, l'opinion s'est entièrement retournée entre 2008 et 2014 au sujet des aides à apporter aux familles modestes. La proportion de Français qui pensent que « les aides aux familles qui ont des enfants est suffisante » est en très forte croissance depuis le début de la crise, passant de 31% à 63% (+32 points).

¹³ Cf. Régis Bigot, Patricia Crouette, Emilie Daudey, Sandra Hoibian, Jorg Muller, *Début 2014 : Ne compter que sur soi*, Note de conjoncture sociétale, avril 2014

Graphique 5 – La remise en cause des politiques sociales devient majoritaire (en%)

« Les familles qui ont des enfants touchent des prestations (les prestations familiales) destinées à les aider. Pensez-vous que cette aide est globalement... ? »



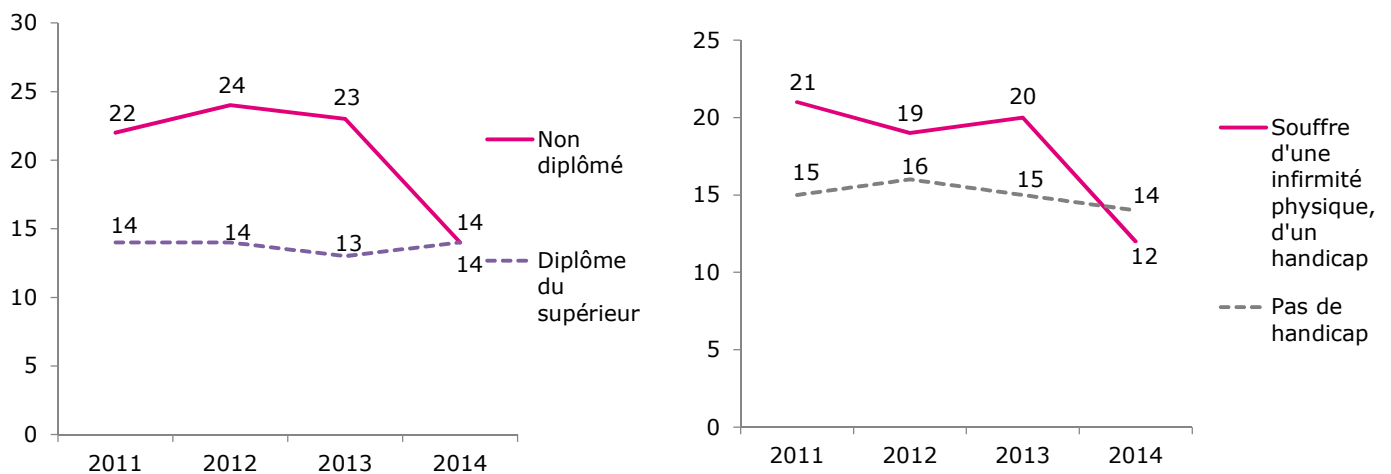
Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »
 Lecture : 63% des Français pensent que les aides aux familles sont suffisantes en 2014

Fait notable, le désenchantement par rapport au modèle social est le plus marqué chez les personnes **les plus fragiles** : les non-diplômés (-9 points), les bas revenus (-7 pts), les personnes au foyer (-7 points), les personnes souffrant de handicap (-8 points) considèrent la protection sociale nettement moins essentielle à la cohésion sociale cette année. Notons que les habitants d'agglomérations de taille moyenne (entre 20 000 et 100 000 habitants) expriment eux aussi de plus grandes réserves (-11 points) quant à l'apport du modèle social dans la cohésion sociale.

Graphique 6 – Proportion d'individus qui pensent que la protection sociale est ce qui contribue le plus à renforcer la cohésion sociale

Selon le niveau de diplôme

Selon que l'on souffre d'un handicap ou pas

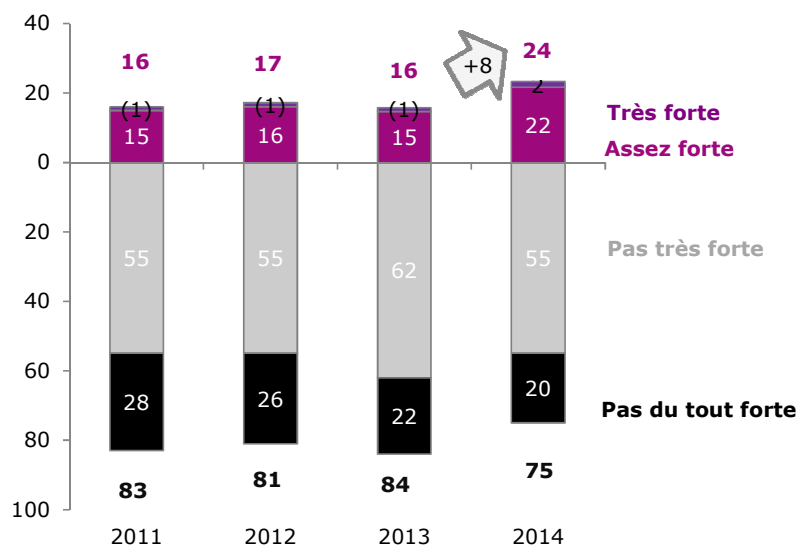


Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »
 Lecture : 14% des non-diplômés pensent que la protection sociale est ce qui renforce le plus la cohésion sociale en 2014, soit -9 points par rapport à 2013

3. La cohésion sociale semble un peu moins fragile cette année

75% des Français déplorent la **faiblesse de la cohésion sociale**. Nos concitoyens ont le sentiment de vivre dans une société peu unie. De récents travaux menés par le Commissariat Général à la Stratégie et Prospective¹⁴ montrent en outre que 45% des Français se projettent dans 10 ans, dans une France où la majorité des groupes qui composent la France vivront « séparés » (plutôt que « ensemble ») et 72% imaginent une France où ces groupes seront tiraillés par « des tensions » (en opposition avec des groupes vivant en bonne entente).

Graphique 7 - La cohésion sociale peut être définie comme la force des liens qui unissent les citoyens. C'est la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, en réduisant les inégalités et en évitant la marginalisation. Selon vous, la cohésion sociale en France est-elle actuellement ? (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

La proportion de personnes portant un regard sombre sur le vivre ensemble est toujours nettement majoritaire mais a sensiblement **diminué** cette année (-9 points). De précédents travaux avaient montré que le sentiment d'injustice et d'inégalités nourrissait l'idée d'un vivre ensemble fragilisé¹⁵. De longue date nos concitoyens ont le sentiment que les

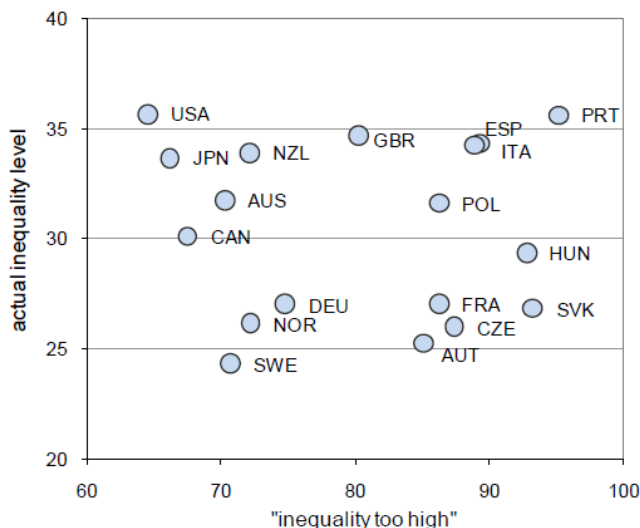
¹⁴ Delphine Chauffaut, *Les enseignements du débat citoyen : inquiétude, mais attentes à l'égard des réformes*, Commissariat Général à la Stratégie et Prospective, Février 2014, <http://www.strategie.gouv.fr/blog/wp-content/uploads/2014/02/2014-02-28-Etatdelopinion-quellefrancedans10ans-OK1.pdf>

¹⁵ Sandra Hoibian, *Baromètre de la cohésion sociale, Pour l'opinion, la cohésion sociale repose sur les efforts de chacun et l'action des pouvoirs publics*, Collection des Rapports n° 275, juin 2011, <http://www.credoc.fr/pdf/Rapp/R275.pdf>

inégalités vont en se creusant : déjà 82% des Français étaient de cet avis en 1991¹⁶. L'attention portée aux inégalités est plus élevée dans l'Hexagone qu'ailleurs : en 2013 seuls 20% de nos compatriotes considèrent positivement la manière dont les inégalités et la pauvreté sont traitées, soit un niveau proches des Hongrois (19%) ou des Slovènes par exemple (21%) et bien inférieur à celui constaté en Europe en moyenne (29%) ou en Allemagne (38%) par exemple¹⁷. Des travaux de l'OCDE établissent même un véritable tropisme tricolore sur la question : le graphique ci-dessous montre que nos concitoyens sont par exemple plus convaincus que les Américains, les Australiens ou les Canadiens de l'existence de fortes inégalités, alors même que les inégalités de revenus sont plus faibles en France que dans ces pays.

Graphique 8 - Inégalités perçues et inégalités de revenus réelles

Les inégalités perçues sont mesurées par la proportion de personnes interrogées qui sont d'accord ou sont fortement d'accord avec la déclaration "les différences du revenu sont trop grandes". Les inégalités réelles sont mesurées par le coefficient Gini d'inégalité de revenu disponible.



Source : OCDE (2008) et Programme de Sciences sociales International, inequality and well-being in OECD countries: what do we know?, 2009 <http://www.oecd.org/site/progresskorea/44109816.pdf>

Lecture : Le niveau d'inégalités de revenus est élevé aux Etats Unis, mais ses habitants ont le sentiment que les inégalités sont limitées

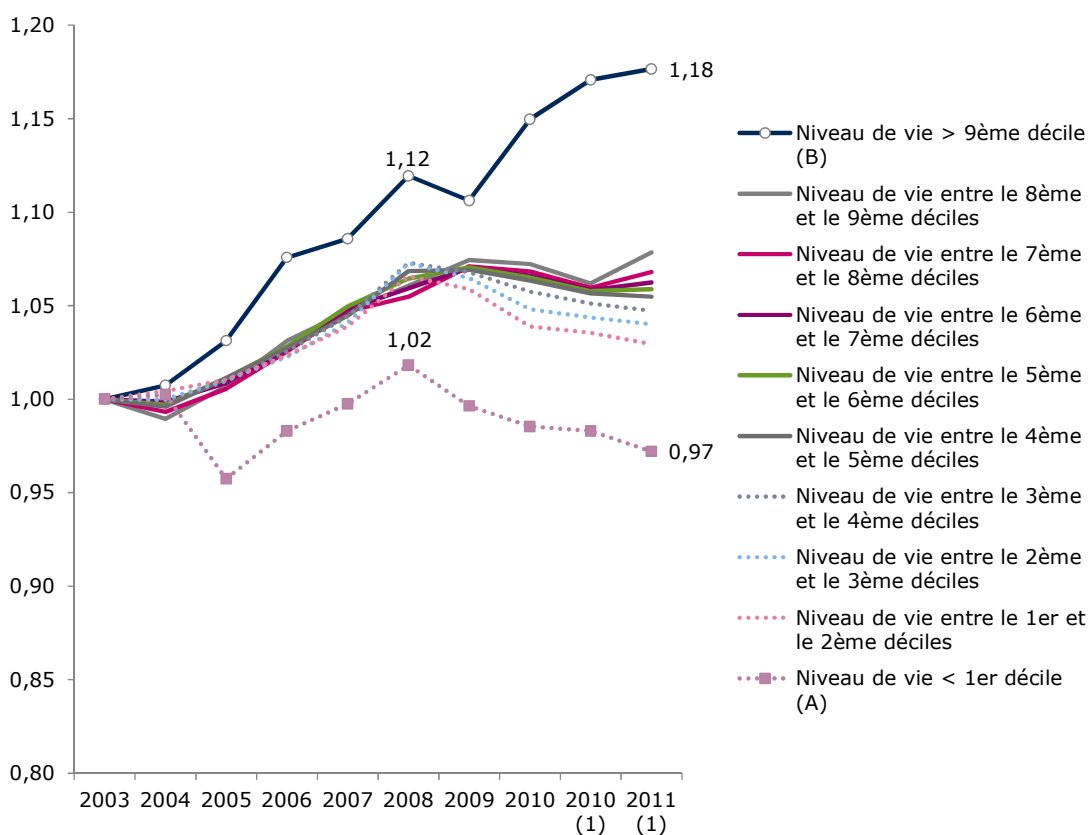
Mais cette année, une part, certes minoritaire, mais croissante de la population pense que **les inégalités ont tendance à se réduire** : ils n'étaient que 12% en 2013, ils sont aujourd'hui 17% (+5 points). La proportion est quasiment aussi élevée qu'en 2001 période d'embellie économique (19%) alors que le pays traverse aujourd'hui une crise économique majeure. L'amélioration des perceptions est d'autant plus notable que, selon les données

¹⁶ Enquête « Conditions de vie et Aspirations » du CREDOC

¹⁷ Commission européenne, Special Eurobarometer 408, *Social climate*, octobre 2013, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_408_en.pdf

Eurostat établies à partir de l'enquête ERFS (Enquête sur les Revenus Fiscaux et Sociaux) de l'INSEE les inégalités de revenu ont en réalité plutôt eu tendance à augmenter en France ces dix dernières années¹⁸. Les données concernant l'évolution du niveau de vie établies par l'INSEE montrent que les groupes avec des revenus inférieurs au niveau de vie médian sont touchés par la crise (leurs revenus ont eu tendance à diminuer depuis 2008). Le décrochage des bas revenus (les 10% les plus pauvres) est particulièrement net. Tandis que les catégories plus aisées ont été relativement épargnées, et en particulier les 10% les plus aisés ont vu leur situation financière s'améliorer.

Graphique 9 - Evolution du niveau de vie – Indice 100 en 2003



Source : Calculs CRÉDOC à partir des données INSEE (Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux rétrospectives 2003 à 2004, Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2005 à 2011.), http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATnon04249
 Champ : France métropolitaine, population des ménages, individus dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.
 Lecture : le revenu des 10% les plus pauvres a baissé de 5 points entre 2008 et 2011

Comment expliquer ce décalage entre les perceptions et la réalité ? Les mesures prises par le gouvernement socialiste - et en particulier l'**augmentation des impôts** - ont pu

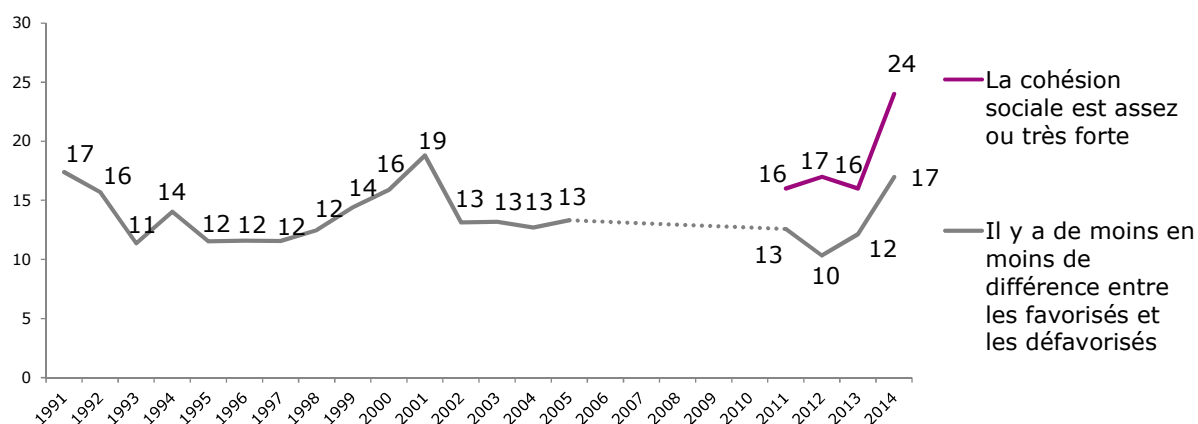
¹⁸ Source : Eurostat à partir des données de l'enquête SILC, http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=ilc_di12&lang=en Le coefficient de Gini du revenu disponible équivalent est passé de 28,2 en 2002 à 30,5 en 2012. Plus le coefficient est élevé et plus les inégalités sont fortes : un coefficient égal à zéro signifie qu'il n'y a pas d'inégalités, tandis qu'un coefficient égal à 100 % signifie qu'un seul groupe détient tous les revenus, les autres groupes en étant totalement privés.

renforcer l'idée que la redistribution des riches vers les plus modestes est déjà assez ou trop élevée en France. En effet près de trois quarts (71%) des Français souhaitent une plus grande redistribution des richesses entre les riches et les pauvres en 2012. Ce taux n'atteint plus que 55% en 2014 (-16 points). Trois Français sur quatre pensent d'ailleurs être perdants de la redistribution. Le « **ras-le-bol** » fiscal est tel que la lutte contre les disparités de revenu ne paraît plus si prioritaire et les inégalités semblent moins écrasantes. L'amélioration perçue de la cohésion sociale observée cette année pourrait s'inscrire dans ce mouvement de **moins de sensibilité aux inégalités et de remise en cause du modèle social**.

Graphique 10 – Proportion d'individus considérant que la cohésion sociale est assez ou très forte en France aujourd'hui et que les inégalités se résorbent (en %)

Proportion de personnes répondant « très ou assez forte » à la question suivante - La cohésion sociale peut être définie comme la force des liens qui unissent les citoyens. C'est la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, en réduisant les inégalités et en évitant la marginalisation. Selon vous, la cohésion sociale en France est-elle actuellement ? (en %)

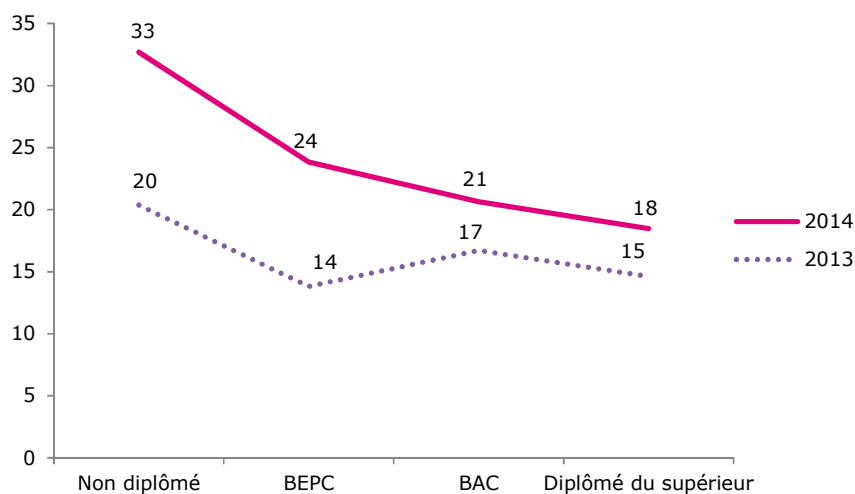
Proportion d'individus estimant que dans notre société, il y a de moins en moins de différence entre les favorisés et les défavorisés (vs Dans notre société, les plus favorisés sont de plus en plus favorisés et les défavorisés sont de plus en plus défavorisés)



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »
Lecture : 24% des Français pensent que la cohésion sociale est forte en 2014

L'analyse des opinions dans les groupes sociaux confirme cette hypothèse. Ce sont les **non diplômés**, qui exprimaient le plus de doute vis à vis du modèle social, qui voient cette année la cohésion sociale un peu plus sous un meilleur jour (+13 points en un an). Les habitants d'agglomérations moyennes (+11 points) et les personnes au foyer (+11 points) qui émettaient eux aussi des réserves quant à la protection sociale suivent aussi un mouvement similaire.

Graphique 11 – Proportion d’individus considérant que la cohésion sociale est assez ou très forte en France selon le niveau de diplôme (en %)



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Notons que les réserves quant au bienfondé des modèles de protection sociale ne sont pas circonscrites à l’Hexagone. Une étude de la Commission européenne menée en juin 2013¹⁹ montre que **les Européens** attendent que les ressources de l’Union européenne soient prioritairement, et de plus en plus, mobilisées pour créer des emplois (60% citent ce domaine, +4 par rapport à 2012, 62% Français sont également dans ce cas, +5 points), tandis que l’investissement dans la « sécurité sociale » semble moins impérieux (24%, -1 point en Europe, 16%, -6 points en France).

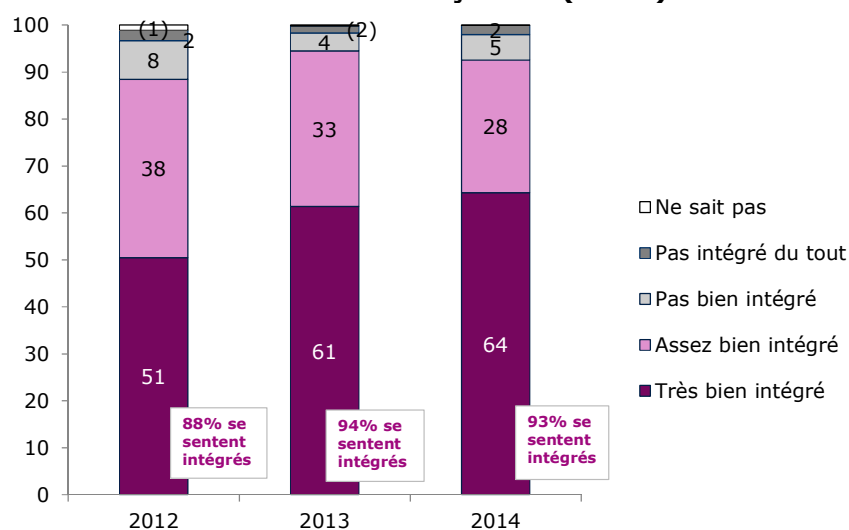
4. Le sentiment d’intégration continue de progresser

Interrogés sur leur situation personnelle, 93% de nos compatriotes se déclarent « bien intégrés » dans la société française. 64% ont même le sentiment d’être « très bien intégrés ». Les individus ont donc une vision beaucoup moins négative de leur propre sort que de la société dans son ensemble. **L’amélioration du sentiment d’intégration** constaté l’an dernier poursuit sa pente ascendante (+13 points entre 2012 et 2014). Dans le marasme ambiant, peut-être par effet de comparaison avec la situation difficile des chômeurs²⁰, des personnes en situation de pauvreté, peut-être aussi parce qu’ils placent davantage leurs espoirs dans les capacités des individus eux-mêmes à s’en sortir, nos concitoyens, semblent témoigner d’un optimisme plus important en ce qui concerne leur situation personnelle.

¹⁹ Commission européenne, Special Eurobarometer 408, *op.cit.*

²⁰ Rappelons que l’emploi est un des premiers facteurs qui nourrissent le sentiment d’intégration, cf. Sandra Hoibian, *Les Français se sentent intégrés dans une société qu’ils jugent pourtant fragmentée*, Note de Synthèse N°5, Octobre 2012, http://www.credoc.fr/pdf/Sou/NdeS_Cohesionsociale2012.pdf

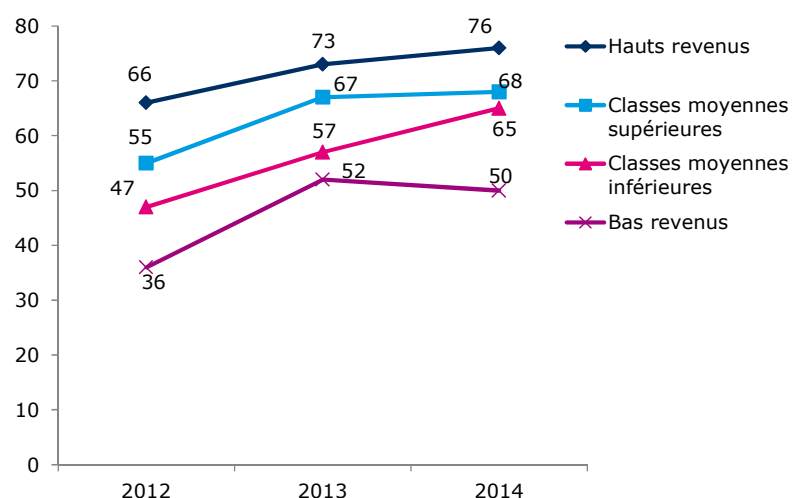
Graphique 12 - Avez-vous le sentiment d'être intégré dans la société française ? (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Comme les années passées, le sentiment d'intégration est d'autant plus fort que l'on avance **en âge, que l'on dispose d'un niveau élevé d'éducation, de revenus élevés**, ou que l'on occupe une profession de cadre et profession intellectuelle supérieure ou une profession intermédiaire (cf. Tableau 8 p.56). La progression du sentiment d'intégration personnel constatée au niveau national se vérifie dans la plupart des groupes sociaux, à l'exception notable **des bas revenus** qui marquent un peu le pas cette année, contrairement aux autres classes sociales. Il faut dire que c'est parmi les catégories modestes que les ravages du chômage, le poids des dépenses contraintes et en particulier des dépenses de logement et la perte de pouvoir d'achat se font le plus ressentir depuis la crise.

Graphique 13 – Proportion d'individus ayant le sentiment d'être très bien intégré dans la société française selon le niveau de revenus (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

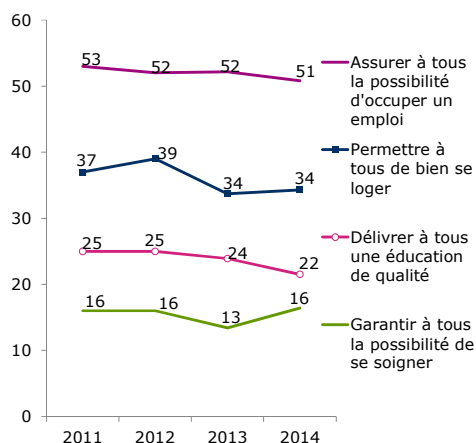
5. L'emploi et le logement restent les deux attentes prioritaires vis-à-vis des pouvoirs publics, le soutien aux jeunes et à la croissance semblent plus importants

51% des Français placent la lutte contre le chômage en tête de leurs attentes vis à vis des pouvoirs publics pour contribuer à bâtir une société plus unie. Sur ce point nos concitoyens n'ont pas changé de point de vue depuis quatre ans que nous les interrogeons. Il faut dire que le chômage n'a jamais été aussi haut dans les préoccupations de nos concitoyens : 55% le citent comme un des deux problèmes qui les soucient le plus parmi une liste intégrant des thèmes aussi divers que la pauvreté dans le monde, la dégradation de l'environnement, les maladies graves, l'Europe, etc. La proportion n'était que de 22% en 2008. L'inquiétude est même plus forte que lors de la crise de 1993-1996 (52%) alors que le taux de chômage est légèrement moindre (9,9% de chômage au sens du BIT au premier trimestre 2013 contre 10,3% au premier trimestre 1997).

Le **logement** apparaît aussi une condition importante au vivre ensemble (34%) tant la hausse des prix de l'immobilier a conduit à creuser les inégalités²¹. Délivrer à tous une **éducation** de qualité semble, cette année, un peu moins important (22%, -3 points par rapport à 2011) mais reste tout de même parmi les pistes d'action prioritaires. La réforme des rythmes scolaires, relativement contestée, a-t-elle émoussé les attentes du corps social par rapport à l'école ? L'universalité du système de soin est, cette année encore, souvent évoquée (16% des citations).

Graphique 14 - Selon vous, que doivent faire les pouvoirs publics en priorité pour renforcer la cohésion sociale ? (en %) 1/2

- Total des deux réponses -



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

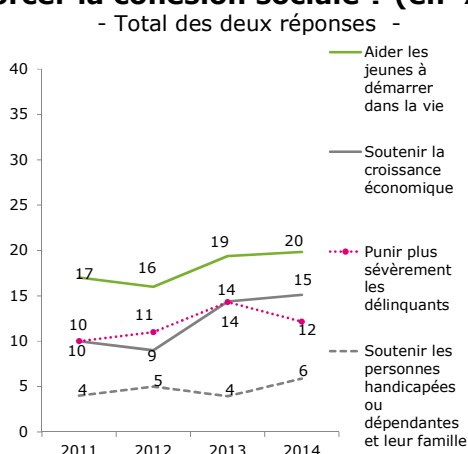
²¹ Mélanie Babes, Régis Bigot et Sandra Hoibian, *Les dommages collatéraux de la crise du logement sur les conditions de vie de la population*, Cahier de recherche du CREDOC n°281, CREDOC, décembre 2011, <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C281.pdf>

Mélanie Babes, Régis Bigot et Sandra Hoibian, Propriétaires, locataires, une nouvelle ligne de fracture sociale, *Consommation & Modes de Vie*, n° 248, mars 2012, <http://www.credoc.fr/pdf/4p/248.pdf>

Plus nouveau, le **soutien à la croissance économique** (15%, +5 points en quatre ans) semble, d'année en année, plus essentiel pour renforcer la cohésion de la société. Il faut dire que jamais les Français n'ont porté un regard aussi pessimiste sur la société dans laquelle ils évoluent : seuls 4% de nos concitoyens estiment que le niveau de vie de l'ensemble des Français s'est amélioré depuis 10 ans. Jamais cette proportion n'a été aussi faible depuis trente ans que nous suivons cet indicateur. 28% des Français se disent cette année préoccupés par la pauvreté en France (+5 points par rapport à l'an dernier). Renouer avec la croissance apparaît donc vraisemblablement comme une condition *sine qua none* pour enrayer la hausse du chômage et de la pauvreté. Tous les groupes sociaux en sont plus convaincus cette année que par le passé (Tableau 15 p.63).

La situation des jeunes touche aussi de plus en plus l'opinion qui attend des pouvoirs publics une aide aux **jeunes qui démarrent dans la vie** (20%, +3 points par rapport à 2011) Selon la dernière Enquête emploi de l'Insee (2011), les jeunes sont les plus touchés par la précarité de l'emploi : en moyenne sur l'année 2011, parmi les salariés du secteur privé ou des entreprises publiques âgés de 15 à 29 ans, 33 % ont un contrat temporaire (intérim, contrat à durée déterminée), contre 13 % pour l'ensemble des salariés²². Les jeunes subissent également de plein fouet la crise du logement et ont de plus en plus de mal à obtenir leur autonomie résidentielle, voire à accéder au graal de la propriété de leur logement²³. En comparaison, la sévérité à l'encontre des délinquants (12%, -2 points), le soutien aux personnes handicapées (6%, +2 points), la recherche de l'égalité hommes-femmes (9%, stable) celle de la mixité urbaine (7%, stable), ou la mise en place d'une politique culturelle dynamique (6%, stable) apparaissent secondaires.

Graphique 15 - Selon vous, que doivent faire les pouvoirs publics en priorité pour renforcer la cohésion sociale ? (en %) 2/2



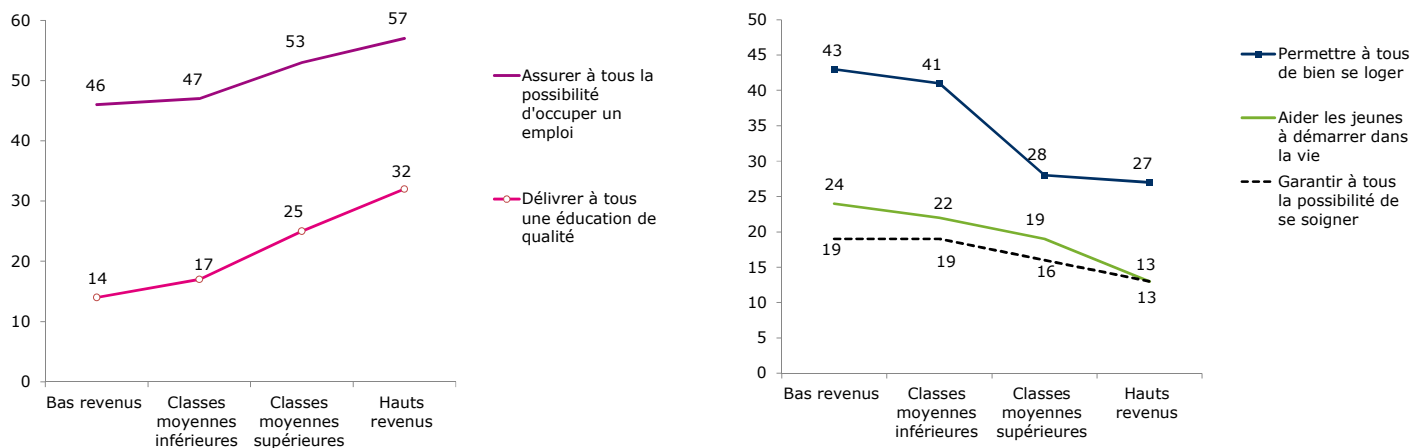
Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

²² Emploi et chômage des 15-29 ans en 2011 , *Dares Analyses n°90*, Décembre 2012, <http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2012-090.pdf>

²³ Nadia Kesteman, Le logement des jeunes : synthèse des études statistiques récentes, *Politiques sociales et familiales*, n° 99, mars 2010, www.caf.fr

L'emploi et l'éducation apparaissent d'autant plus importants que l'on s'élève dans l'échelle des revenus. Tandis que l'action des pouvoirs publics en matière de logement, d'appui aux jeunes paraissent plus urgents aux catégories modestes, aux non diplômés, aux ouvriers et personnes au foyer

Graphique 16 - Ce que doivent faire les pouvoirs publics en priorité pour renforcer la cohésion sociale selon le niveau de vie (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

L'âge influe également sur les réponses : les plus âgés citent plus souvent l'accès à l'emploi et celui aux soins, tandis que les jeunes valorisent plus souvent l'aide qui leur est destinée, et la recherche de l'égalité hommes-femmes (Tableau 10 p.58).

Les habitants de l'agglomération parisienne mettent plus souvent en avant l'importance de l'action en matière de logement et la nécessité d'intervenir pour augmenter la mixité dans les quartiers. Le soutien à la croissance est plus fort chez les professions intermédiaires et les sympathisants de droite.

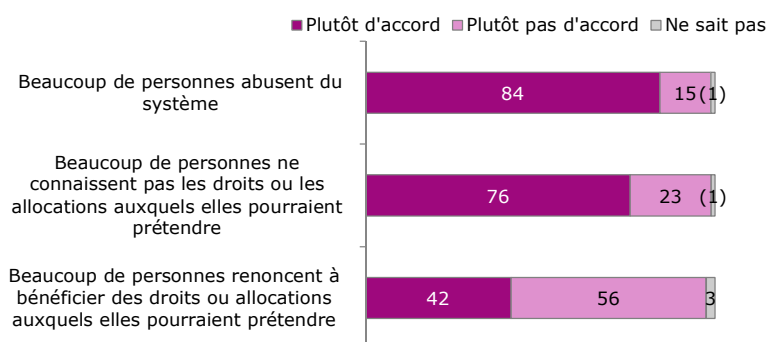
II – Le non-recours

1. Les situations d'abus semblent beaucoup plus fréquentes que celles du non-recours

Avec la crise, la question de **l'efficacité du modèle social** se pose donc avec acuité. D'un côté, les victimes du chômage²⁴, les personnes en situation de pauvreté²⁵, celles qui rencontrent des difficultés de logement²⁶, etc. ont tendance à être plus nombreuses, et de l'autre, le poids de la dette de l'Etat conduit à interroger la pertinence des différents dispositifs de protection sociale et séparer le bon grain de l'ivraie : quels dispositifs produisent réellement des effets ?, dans quelle mesure les mécanismes d'aides bénéficient-ils à des personnes qui en ont vraiment besoin ?, dans quelle mesure les prestations sociales, les aides sont-elles accessibles « de bon droit »²⁷ (en évitant les fraudes et favorisant l'accès aux personnes qui en sont théoriquement destinataires) ?

Les Français sont, en ce début 2014, pénétrés du sentiment que « **beaucoup de personnes abusent du système** » (84% sont plutôt d'accord avec l'idée). L'idée que « **beaucoup de personnes renoncent à bénéficier des droits ou allocations auxquels elles pourraient prétendre** » est beaucoup moins présente (42%), alors même que nombreux (76%) ont le sentiment qu'il est **difficile de se repérer dans le maquis** de tous les dispositifs existants.

Graphique 17 - Il existe, dans notre pays, un certain nombre de droits, de services et d'allocations auxquels les citoyens peuvent prétendre : allocations chômage, allocations familiales, logement social, aide juridictionnelle, RSA, Allocation pour les personnes âgées (APA), Couverture Maladie Universelle (CMU), tarifs sociaux pour l'électricité, le gaz, les transports, etc. Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ?



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

²⁴ Le taux de chômage au sens du BIT est passé de 6,8% au premier trimestre 2008 à 9,9% au premier trimestre 2014 selon l'INSEE

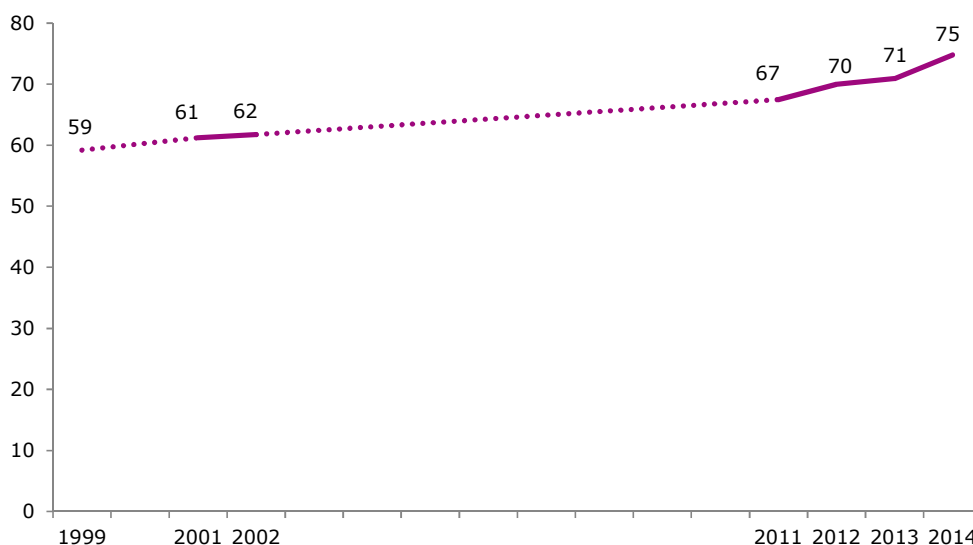
²⁵ Le taux de pauvreté monétaire est passé de 12,6% en 2005 à 14,3% en 2011

²⁶ Fondation Abbé Pierre, *Rapport 2014 sur l'état du mal-logement en France*, 2014, <http://www.fondation-abbepierre.fr/19e-rem>

²⁷ Centre d'analyse stratégique, *Fraude, indus, non-recours : comment faciliter le juste paiement des prestations sociales ?*, La note d'analyse n°306, novembre 2012, <http://www.strategie.gouv.fr/content/fraude-indus-non-recours-juste-paiement-na-306>

Les **craintes des effets dé-responsabilisants** des mécanismes de protection sociale, le sentiment **d’être perdant de la redistribution socio-fiscale** sont aujourd’hui à leur comble (nous l’évoquons en première partie). Des travaux menés par le CRÉDOC pour l’ONPES²⁸ montrent également que la critique de « l’assistanat » se nourrit aussi du **malaise des classes moyennes** vis-à-vis de l’évolution de leur pouvoir d’achat²⁹ : nombreux considèrent que leurs conditions de vie se sont dégradées depuis une dizaine d’années, deux sur trois déclarent devoir s’imposer régulièrement des restrictions sur plusieurs postes de leur budget. L’augmentation des dépenses de logement réduit de plus en plus les possibilités d’arbitrage des ménages ; ces derniers ont l’impression d’être aujourd’hui confrontés à des difficultés qu’ils pensaient réservées aux plus démunis : impossibilité d’épargner, difficulté de partir en vacances, de sortir ou d’aller au restaurant, etc. Un **sentiment de déclassement** s’est, progressivement, infiltré dans la population, et notamment chez les catégories intermédiaires. Aujourd’hui, 75% de la population ont l’impression de faire partie du bas de la pyramide sociale, contre 59% en 1999.

Graphique 18 – Déclare faire partie des « classes moyennes inférieures », des « classes populaires » ou des « défavorisés »



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

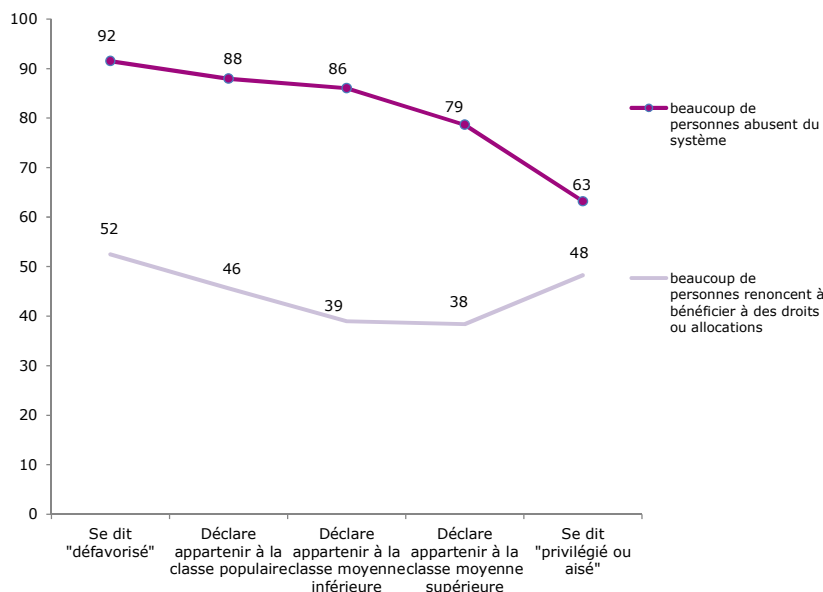
Si bien que les **classes moyennes, dominées par le sentiment d’être « oubliées »** par les politiques sociales sont nombreuses à en pointer les abus. Par exemple, aujourd’hui, 51% de la population estiment qu’il y a trop de prestations familiales qui ne sont accordées

²⁸ Régis Bigot, La solidarité de l’opinion avec les plus démunis, Rapport réalisé à la demande de l’ONPES, novembre 2012

²⁹ Régis Bigot, *Les classes moyennes sous pression*, Cahier de recherche du CREDOC, n°249, décembre 2008, <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C249.pdf> ; Régis Bigot et Simon Langlois, « Consommation et privation au sein des classes moyennes en France et au Canada », *L’Année sociologique*, 2011/1 (Vol. 61), P.U.F., p. 21-46.

qu'aux plus défavorisés. La proportion n'était que de 25% en 1992 et elle a nettement augmenté depuis 2008³⁰. De fait, les personnes s'identifiant aux « classes moyennes inférieures » ou « supérieures » sont les moins persuadées de l'existence de non-recours (respectivement 38% et 39%), mais très nombreuses à pointer les « profiteurs » du système.

Graphique 19 – Opinion sur la fréquence des abus et du non-recours aux droits et allocations selon la classe sociale à laquelle l'individu se sent appartenir



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Lecture : seuls 38% des personnes qui disent appartenir à « la classe moyenne supérieure » pensent que beaucoup de personnes renoncent à leurs droits

Les bas revenus, les jeunes, les habitants de l'agglomération parisienne sont enclins à penser que les aides et droits sont souvent méconnus par leurs bénéficiaires potentiels, et que ceux-ci y renoncent souvent (Tableau 16 p.64).

Tandis que **les personnes âgées, les non-diplômés, employés, ouvriers, classes moyennes inférieures, sympathisants de droite ou personnes sans préférence partisane** pointent plus souvent les dérives du système.

³⁰ Enquête « Conditions de vie et Aspirations » du CRÉDOC pour la CNAF

2. Près de 2 personnes sur 10 déclarent avoir renoncé à des aides, droits ou tarifs sociaux auxquels elles auraient pu prétendre

Pourtant en réalité, de nombreux dispositifs ne parviennent plus à toucher le public auxquels ils sont destinés. Exemple symptomatique, une personne sur deux qui pourrait prétendre au RSA n'en n'est pas bénéficiaire³¹. Ce phénomène que l'on appelle **le non-recours**³² a été porté dans le débat public dès les années 1980³³ et fait l'objet de premiers travaux en France au milieu des années 1990³⁴. Initialement pensé en liaison avec les prestations sociales, son approche s'élargit aujourd'hui à une diversité de domaines d'intervention : droits, tarifs sociaux, accès aux services publics, etc. La Cnaf établissait en 1996 une typologie descriptive du non-recours³⁵ aux prestations sociales qui distingue neuf niveaux différents de non-recours, selon que la personne a fait la demande – ou pas – de la prestation ou de l'aide à laquelle elle était éligible, qu'elle n'en reçoit qu'une partie, ou qu'elle n'en bénéficie pas du tout de l'aide, de manière permanente ou temporaire, etc. Il est difficile de quantifier l'ensemble du phénomène, à la fois car les champs couverts sont étendus, et aussi car il est, par nature, difficile d'identifier certains cas de figure (les personnes n'ayant pas sollicité une aide par méconnaissance de son existence par exemple ne savent pas qu'elles étaient en situation de non-recours).

Dans notre enquête, **19% des Français** déclarent, personnellement, n'avoir **pas bénéficié des aides ou des allocations, des tarifs sociaux, des droits** auxquels ils pouvaient prétendre, au cours des 12 derniers mois.

³¹ Plus précisément le taux de non-recours serait de 35% pour le RSA socle et 68% pour le RSA activité selon le Rapport du Groupe de travail « Accès aux droits et aux biens essentiels, minima sociaux », présidé par Bertrand Fragonard, Conférence nationale contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, 10 et 11 décembre 2012, p. 27 http://www.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_et_recommandations_groupe_de_travail_Acces_aux_droits_biens_essentiels_minima_sociaux_couv.pdf

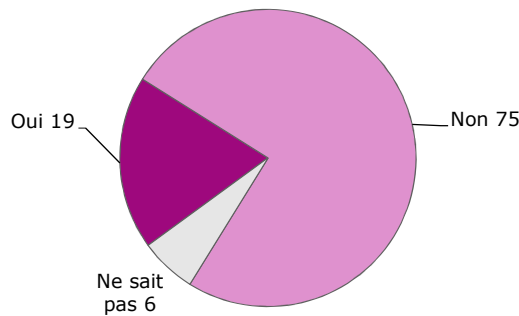
³² Pour une définition du non recours voir l'Observatoire du non recours <http://odenore.msh-alpes.fr/>
Ou par exemple Hamel Marie-Pierre et Warin Philippe, « Non-recours (Non-take up) », in Laurie Boussaguet et al., Dictionnaire des politiques publiques Presses de Sciences Po « Références », 2010 p. 383-390 qui définissent la notion de la manière suivante : « *Le non-recours (non-take up) concerne les personnes qui n'obtiennent pas les prestations et les services publics auxquels elles peuvent prétendre. L'éligibilité des bénéficiaires est le critère à partir duquel la notion de non-recours a été construite. Son principe est de mettre en lumière le différentiel entre population potentiellement éligible aux aides et population éligible effectivement bénéficiaire, dans le but de planifier et de mesurer l'impact des politiques sociales à partir de données chiffrées* »

³³ Hamel Marie-Pierre et Warin Philippe, « Non-recours (Non-take up) », in Laurie Boussaguet et al., Dictionnaire des politiques publiques Presses de Sciences Po « Références », 2010 p. 383-390

³⁴ La revue de la CNAF, *Recherches et Prévisions*, consacre un numéro au sujet « Accès aux droits, non-recours aux prestations, complexité », n° 43, 1996.

³⁵ Source : Recherches et prévisions, « Accès aux droits, non-recours aux prestations, complexité », n° 43, 1996.

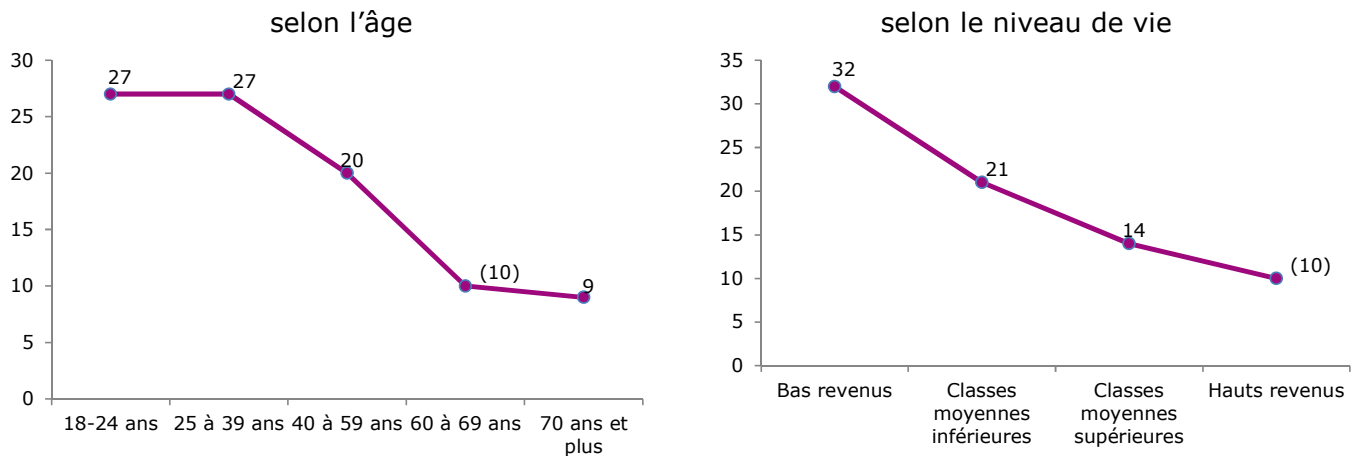
Graphique 20 - Au cours des douze derniers mois, y a-t-il des allocations, droits, aides ou tarifs sociaux auxquels vous pouviez prétendre et dont vous n'avez pas bénéficié ?



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Les jeunes (27%) et les bas revenus (32%), les employés (25%), les ouvriers (28%) sont les plus nombreux dans ce cas. D'autres groupes sont aussi plus souvent concernés : les foyers monoparentaux (39%), les chômeurs (35%), les personnes en CDD (30%), les locataires (27%), les familles avec enfants de moins de 20 ans (24%), les personnes qui déclarent devoir faire face à de lourdes charges de logement (25%), ou qui ont le sentiment de se restreindre sur leur budget (24%), les personnes séparées, divorcées (25%).

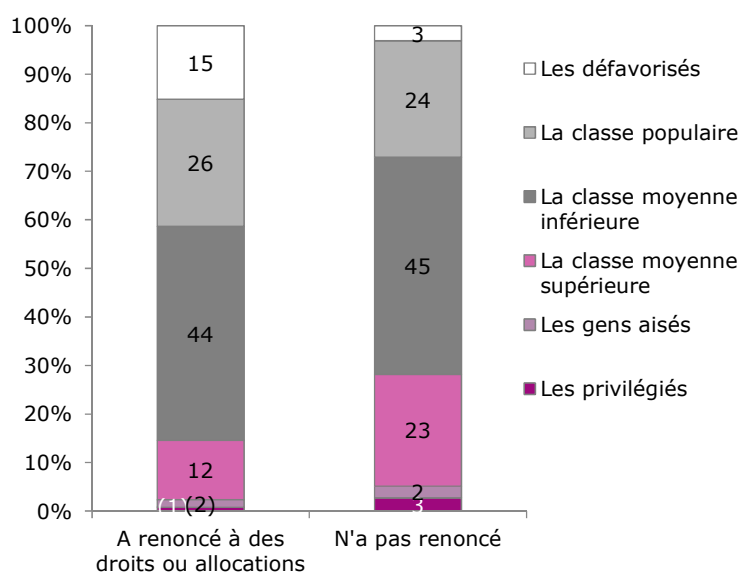
Graphique 21 – Proportion d'individus déclarant n'avoir pas bénéficié d'allocations, droits, aides ou tarifs sociaux auxquels ils pouvaient prétendre au cours des douze derniers mois



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Cette situation de non-recours semble faire le lit d'un **sentiment d'exclusion**, puisque 15% des non-bénéficiaires de droits ou d'allocations se sentent « défavorisés » contre seulement 3% pour les personnes n'ayant pas renoncé à des droits.

Graphique 22 – Classe sociale d'appartenance déclarée par le répondant selon le recours ou non recours aux droits, allocations, aides, tarifs sociaux (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014
 Lecture : seuls 12% de ceux qui déclarent n'avoir pas bénéficié d'un dispositif auquel ils étaient éligibles considèrent faire partie des « gens aisés »

3. Le manque d'information, le découragement devant les démarches et la fierté personnelle sont les principales raisons du non-recours

L'observatoire du non recours distingue trois grands types d'explications au non recours³⁶ :

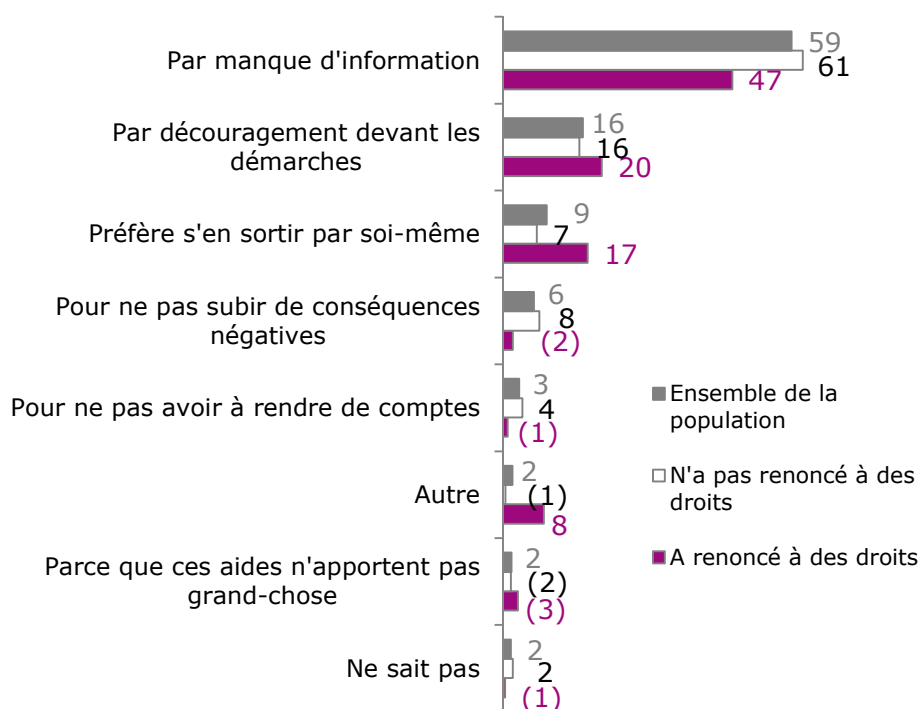
- **la non-connaissance** : une personne éligible à un dispositif est en non-recours parce qu'il ne connaît pas le mécanisme en question, ou ne sait pas comment y accéder, ou parce que le prestataire de l'aide ne la lui a pas proposé.
- **la non-demande** : Une personne éligible et informée est en non-recours car elle n'a pas sollicité l'aide **par choix**, à cause de sa non adhésion aux principes de l'offre, par manque d'intérêt pour l'offre (analyse des coûts/avantages), pour préserver son estime de soi, etc, **ou par contrainte** : découragement devant la complexité de l'accès, difficultés d'accessibilité (distance, mobilité), difficulté à exprimer des besoins, etc.
- **la non-réception** : Une personne éligible demande une aide, mais ne reçoit rien ou uniquement une partie, car elle abandonne la demande, est inattentive aux procédures, le prestataire dysfonctionne, il y a des discriminations, etc.

³⁶ Philippe Warin, *Le non-recours : définitions et typologies*, Odenore, Observatoire des non recours aux droits et services, Document de travail, juin 2010, https://odenore.msh-alpes.fr/documents/WP1definition_typologies_non_recours.pdf

Le manque d'informations (59%) arrive clairement en tête des raisons de non recours évoquées par nos interviewés, y compris par les personnes ayant elles-mêmes renoncé à des droits ou dispositifs d'aide. Deux autres motifs émergent, notamment chez les non-bénéficiaires : le **découragement devant les démarches à accomplir** (20% des non-bénéficiaires), et le **souhait de « s'en sortir par soi-même »** (17% des non-bénéficiaires).

Graphique 23 - Aux personnes ayant renoncé à des droits La dernière fois que c'est arrivé, pour quelle raison principale n'avez-vous pas bénéficié d'allocations, droits, aides ou tarifs sociaux auxquels vous pouviez prétendre ?/

Aux personnes n'ayant pas renoncé à des droits Pour quelle raison principale pensez-vous que certaines personnes ne bénéficient pas d'allocations, droits, aides ou tarifs sociaux auxquels elles peuvent prétendre ?



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

La peur de subir des conséquences négatives, ou l'analyse d'un « coût/bénéfice » peu avantageux ou le souhait de ne pas avoir à rendre de compte sont plutôt rarement mentionnés.

On note peu de différences dans les groupes (cf. Tableau 18 p.66) : les étudiants (67%) ou les habitants de petites agglomérations (64%) les couples avec enfants (64%) évoquent plus souvent la méconnaissance. Tandis que les habitants de l'agglomération parisienne (22%), les foyers monoparentaux (22%) ou les salariés du secteur public (21%) citent plus souvent la complexité des démarches. Les personnes en CDD mentionnent plus souvent le souhait de s'en sortir par eux-mêmes (16%).

III – Diversité et laïcité et en question

1. La diversité des cultures : une richesse et une difficulté

Héritée de l'époque révolutionnaire, la tradition culturelle française intègre un devoir d'asile envers les étrangers³⁷ et un esprit de fraternité, inscrit dans la devise de la République française. Mais tout au long de son histoire la France semble osciller entre sa mission de terre d'accueil (elle est au XIXe siècle l'une des terres d'asile les plus accueillantes du continent avec la Grande-Bretagne), et une certaine hostilité face à la figure de l'étranger inassimilable qui accompagne chaque vague migratoire (Italiens de la fin du XIXe siècle, migrants africains, Roms aujourd'hui, etc.) car « *les immigrés seraient trop nombreux, porteurs de maladie, délinquants potentiels, étrangers au corps de la Nation* »³⁸.

De fait, nos concitoyens sont partagés entre le sentiment que « **la diversité des cultures et des origines est une richesse pour notre pays** » (55%) et l'idée que celle-ci « rend difficile la vie en commun » (44%).

Graphique 24 - Quelle opinion se rapproche le plus de la vôtre ?



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

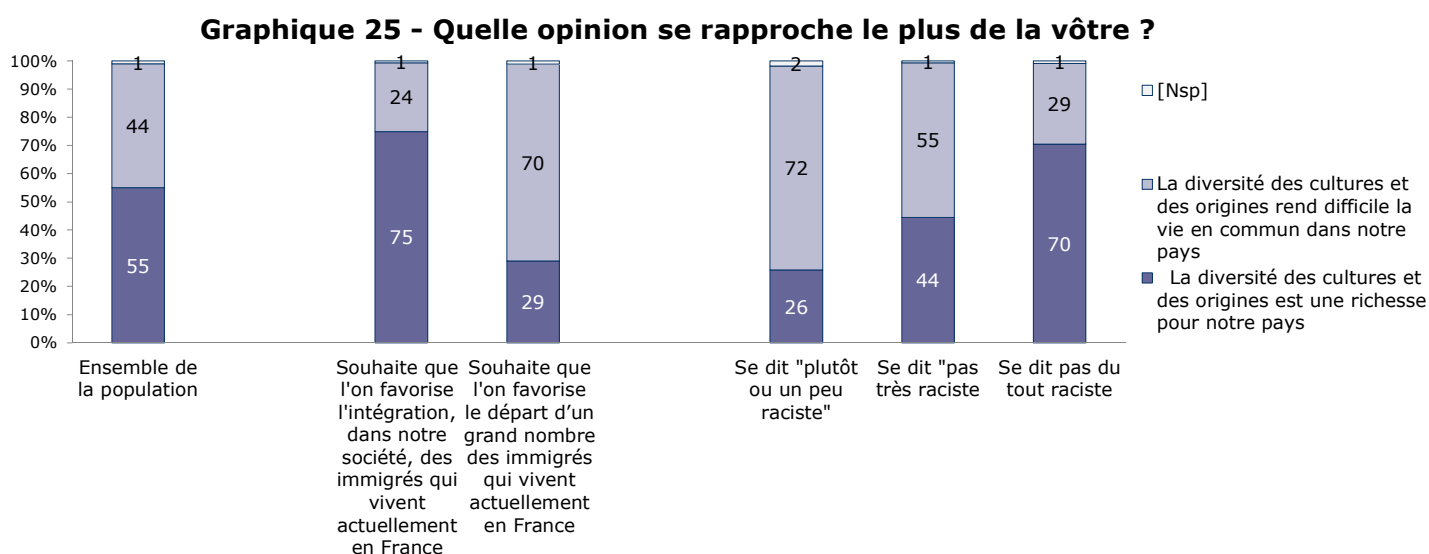
L'enquête « Conditions de vie et Aspirations » approfondit quelques-unes des opinions de nos concitoyens en matière de tolérance et de rapport à l'autre qui confirment **ce partage de l'Hexagone** en deux groupes. Au début 2014, 44% de nos concitoyens se déclarent

³⁷ L'article 120 de la Constitution de 1793 « *donne asile aux étrangers bannis de leur patrie pour la cause de la liberté* » et le « *refuse aux tyrans* ». Le principe républicain de l'asile est réellement établi dans l'article 4 du préambule de la Constitution de la IVe République de 1946 énonce que « *tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République* ».

³⁸ Musée de l'immigration « histoire de l'immigration » <http://www.histoire-immigration.fr/dix-themes-pour-connaître-deux-siècles-d-histoire-de-l-immigration/terre-d-accueil-france-hostile>

racistes³⁹ et 55% « pas du tout racistes ». Concernant l'attitude à adopter face à l'immigration, là encore le corps social est divisé : 55% souhaitent que dans les prochaines années, on favorise en priorité l'intégration dans notre société des immigrés qui vivent actuellement en France tandis que 43% préfèrent que l'on favorise le départ d'un grand nombre d'entre eux.

Si ces différentes opinions ne se recouvrent pas complètement, elles sont très souvent liées, comme en témoigne le graphique ci-dessous. Par exemple, 75% des personnes qui aimeraient que l'on favorise le départ d'un grand nombre d'immigrés voit la diversité des cultures comme un frein au vivre-ensemble.



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

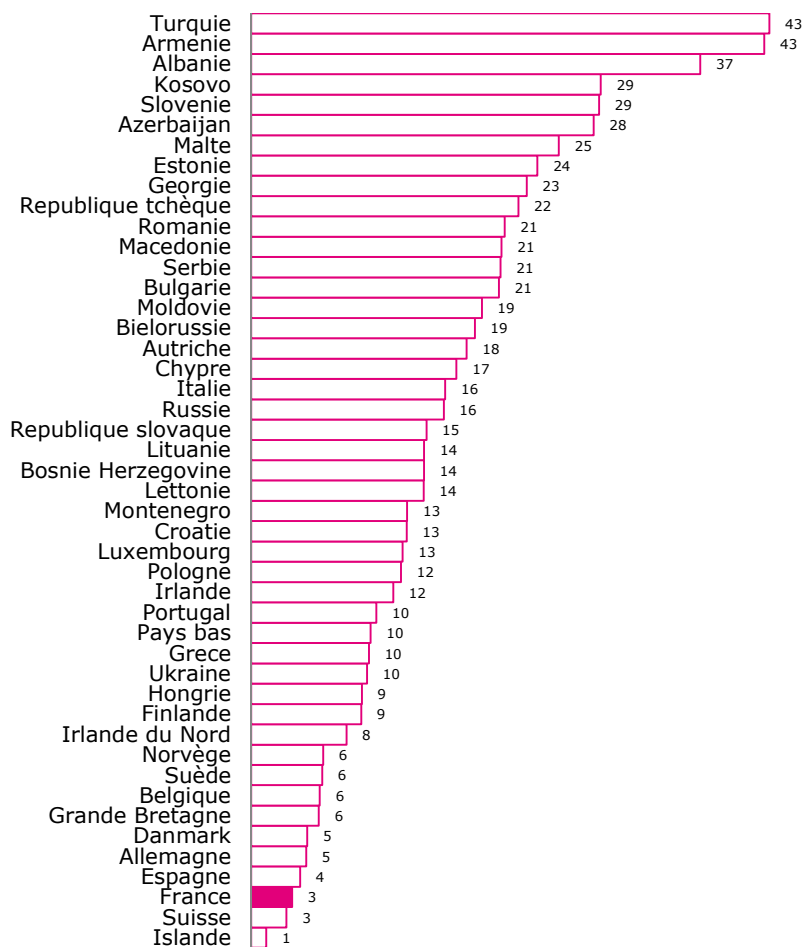
Lecture : 70% des personnes qui se disent « pas du tout racistes » voient la diversité des cultures et origines comme une richesse

L'opinion sur la diversité est davantage liée à la tolérance que, par exemple, à la proximité des quartiers dit sensibles : 57% des personnes qui déclarent habiter ou travailler dans un quartier sensible voient la diversité des cultures et des origines comme une richesse, (contre 54% de ceux qui sont plus éloignés de ces quartiers).

Notons en préambule que les Français sont, par rapport à nombreux de leurs voisins européens, **plus tolérants et voient plutôt sous un jour positif l'immigration**. L'enquête World Value Survey menée en 2008-2010 dans une cinquantaine de pays montre par exemple que seuls 3% des Français se disent réticents à avoir des « voisins d'une autre race » contre par exemple 43% des Turques, 18% des Autrichiens, 16% des Italiens, etc.

³⁹ 4% se disent « plutôt raciste », 18% « un peu raciste » 22% « pas très raciste »

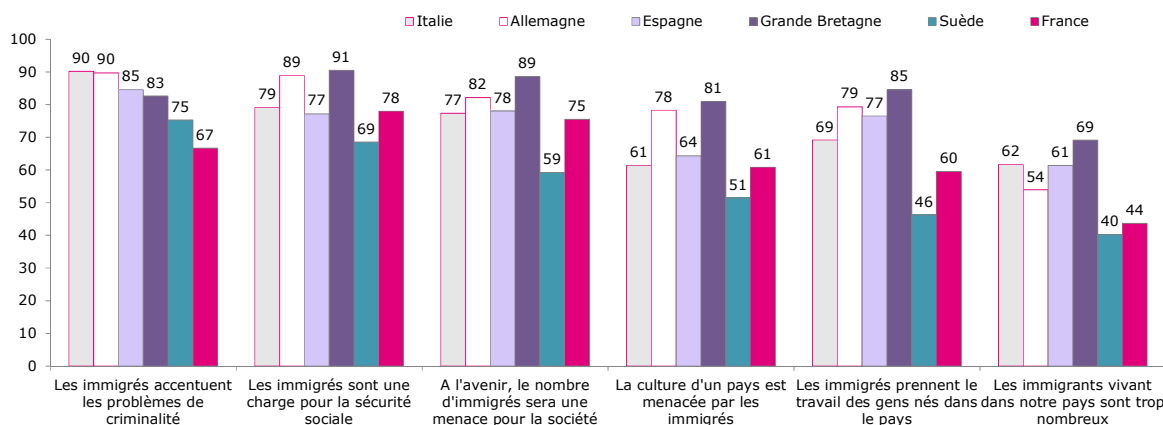
Graphique 26 - Proportion d'individus qui n'aimeraient pas avoir comme voisins des gens d'une autre race



Source : exploitation CRÉDOC de l'enquête World Values Survey, Vague 2008-2010

De manière générale, nos concitoyens portent un regard plus positif que leurs voisins sur **l'immigration** : seuls 67% considèrent que « les immigrés accentuent les problèmes de criminalité » contre 90% des Italiens, et 44% estiment que les « immigrants dans notre pays sont trop nombreux » contre 69% des Anglais, 61% voient les immigrés comme une menace pour la culture du pays contre 81% des Anglais, etc.

Graphique 27 – Opinions sur l’immigration



Source : exploitation CRÉDOC de l'enquête World Values Survey, Vague 2008-2010

Une analyse statistique montre en réalité une corrélation négative entre la proportion de ressortissants étrangers d'un autre pays que l'UE27 et les réticences à avoir des voisins d'une autre race (coefficient de corrélation sur les 28 pays observés : -0.42). Autrement dit **plus un pays accueille des immigrés** et plus ses habitants sont tolérants et ouverts aux autres cultures et origines.

Cette plus grande tolérance aux cultures n'empêche pas nos concitoyens d'être parmi les plus convaincus de l'existence « **d'importantes tensions entre les groupes ethniques différents** »⁴⁰. (50% sont de cet avis), juste après les Tchèques (68%) et les Hongrois (60%) et loin devant les Anglais (40%), les Italiens (38%) ou les Allemands (29%) par exemple. Peut-être faut-il lire dans ces perceptions critiques, une forme **de déception ou de distance par rapport au modèle français d'intégration** qui repose à la fois sur le principe d'égalité, le « *refus de toute logique de «minorité» (on intègre des individus et non pas des communautés) ; l'acceptation a minima des spécificités liées aux origines (on accepte les différences culturelles, religieuses, etc., mais on ne souhaite pas les cultiver)* »⁴¹ et finalement l'idée que « *Dans l'imaginaire français républicain, l'étranger, ou tout du moins ses enfants, doit devenir « le même » (à la différence du « modèle anglo-saxon »)* ». La diversité des cultures et des origines paraîtrait d'autant un obstacle au vivre ensemble que **nos concitoyens aspirent à une forme d'uniformisation des modes de vie**.

⁴⁰ Eurofound, 3rd European Quality of Life Survey, *Quality of life in Europe: Impacts of the crisis, 2012*, <http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef1264.htm>

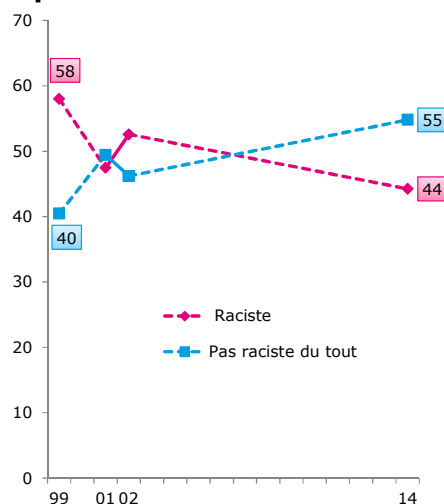
L'Eurobaromètre 408 indique des résultats convergents sur ce thème : 54% des Français considèrent en 2013 que « les rapports entre les personnes d'origines culturelles ou religieuses différentes ou de nationalités différentes » sont mauvais, contre 41% en moyenne en Europe.

⁴¹ Les principes présentés par le Haut Conseil à l'intégration (HCI) au début des années 1990 sont rappelés par Jean-Claude Sommaire dans La crise du « modèle français d'intégration » Une proposition d'outil, *Vie Sociale* – n° 4/2006

Nous ne disposons pas d'un historique concernant l'opinion sur la diversité, mais sur le long terme, **la tolérance semble avoir gagné du terrain en France**. En 1999, seuls 40% se déclaraient « pas du tout racistes ». L'opinion est devenue majoritaire aujourd'hui (55%). Les attitudes quant à l'immigration ont, quant à elles, peu évolué (la proportion d'individus souhaitant l'intégration des immigrés est passée de 51% à 55% entre 1999 et 2014).

Graphique 28 – Sur le long terme, la tolérance progresse

Proportion de personnes qui se déclarent raciste* ou pas raciste du tout (en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

* Note : la réponse raciste regroupe les réponses « plutôt raciste », « un peu raciste » et « pas très raciste ».

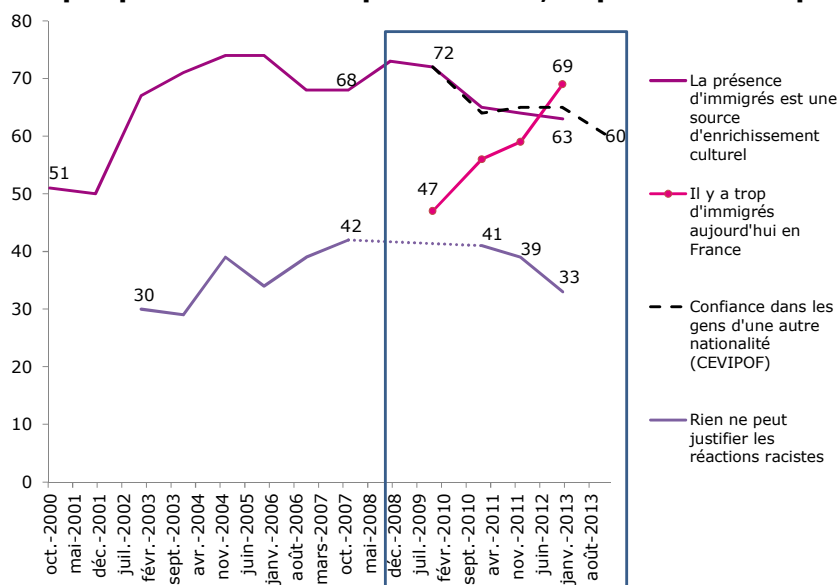
Cette amélioration sur longue période doit être relativisée : nous n'avons pas suivi ce thème chaque année depuis 15 ans, mais le baromètre sur le racisme publié par la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH) s'est livré à cet exercice et, sur un grand nombre de sujets, **les opinions racistes**, après avoir fortement diminué entre 2000 et 2008, **ont commencé à remonter depuis la crise** — sans avoir complètement effacé les progrès depuis 2000⁴². Par exemple 33% des Français pensent aujourd'hui que « Certains comportements peuvent parfois justifier des réactions racistes » (contre 42% en 2007 et 30% en 2002). 69% pensent aujourd'hui « qu'il y a trop d'immigrés en France » (+22 points depuis 2010). 63% pensent que « la présence d'immigrés est une source d'enrichissement culturel » mais là aussi, la proportion a diminué sensiblement ces dernières années (-9 points en trois ans). Les travaux du CEVIPOF⁴³ convergent et mesurent une très nette chute de la « confiance dans les gens d'une autre nationalité » entre 2010 et 2013.

⁴² Cf. Rapport de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH) sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, 2013

http://www.cncdh.fr/sites/default/files/cncdh_racisme_2012_basse_def.pdf

⁴³ Cevipof, *Baromètres de la confiance politique*, <http://www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/resultats2/>

Graphique 29 – Mais depuis la crise, l’opinion se crispe

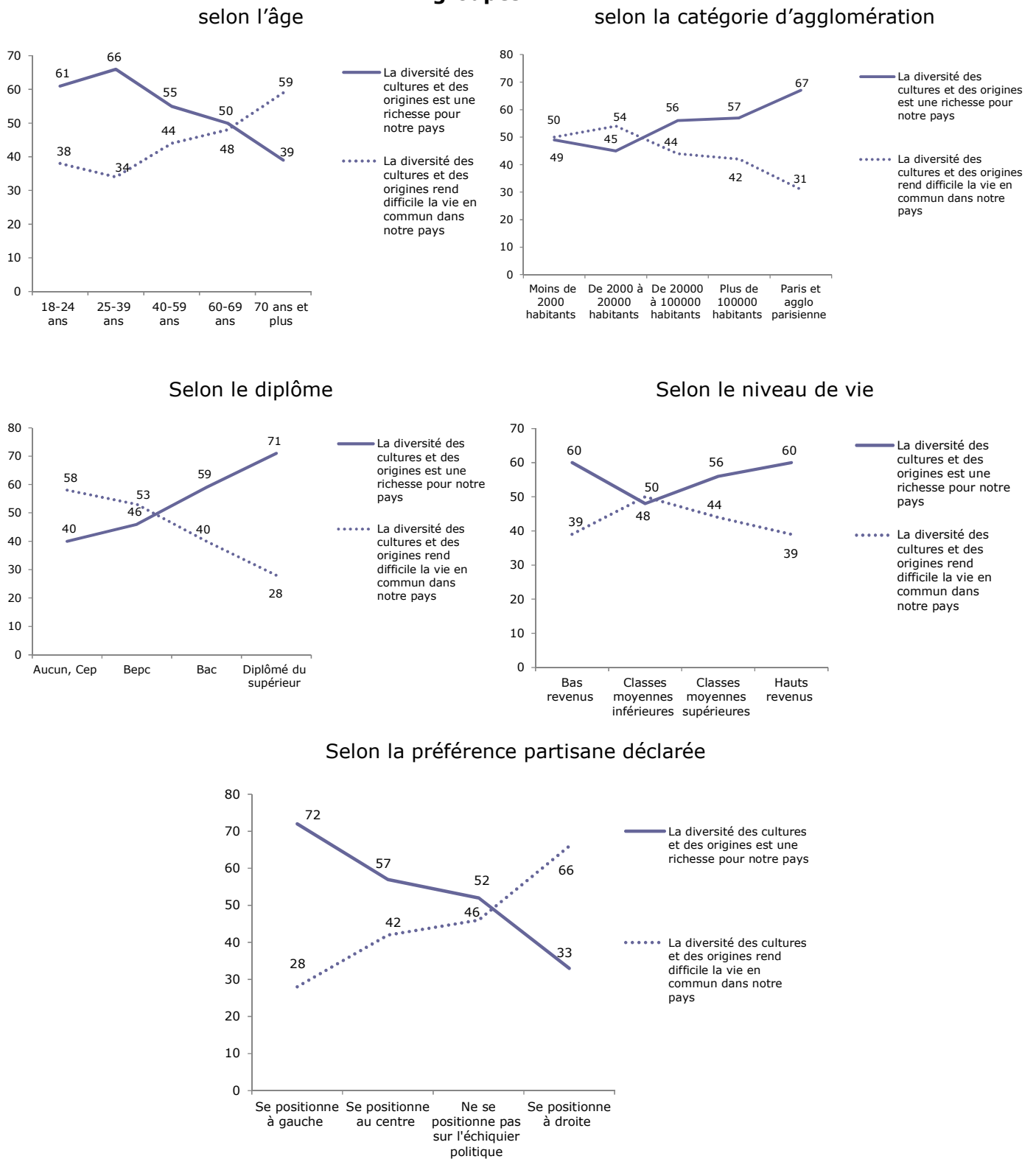


Source : CRÉDOC à partir des Enquêtes de la Commission Nationale Consultative des Droits de l’Homme et des enquêtes du Cevipof (*) Nota : Les périodes d’enquête sont très légèrement différentes (janvier 2013 et non pas décembre 2012, octobre 2011 et non pas décembre 2011)

La perception de la diversité est loin de faire consensus dans la société et **dresse une ligne de partage** entre d’un côté des publics plutôt **jeunes, urbains, diplômés qui voient la diversité plutôt comme une richesse** et des personnes peu diplômées, seniors, habitants de zone rurale qui l’appréhendent comme une difficulté. Pourtant liés, le niveau de diplôme et de revenu ont un impact différencié sur les attitudes : les **bas revenus** semblent plus ouverts à la diversité que ne le sont les non-diplômés, peut-être car les jeunes sont un peu plus présents dans les catégories modestes (15%) que dans les autres classes sociales (5% des hauts revenus).

Notons enfin que la question marque une opposition sur **l’échiquier gauche-droite** : 66% des personnes qui se positionnent à droite voient la diversité des cultures et des origines comme un frein au vivre-ensemble, tandis que 72% des sympathisants de gauche y voient une opportunité.

Graphique 30 – La perception de la diversité est très différentes selon les groupes



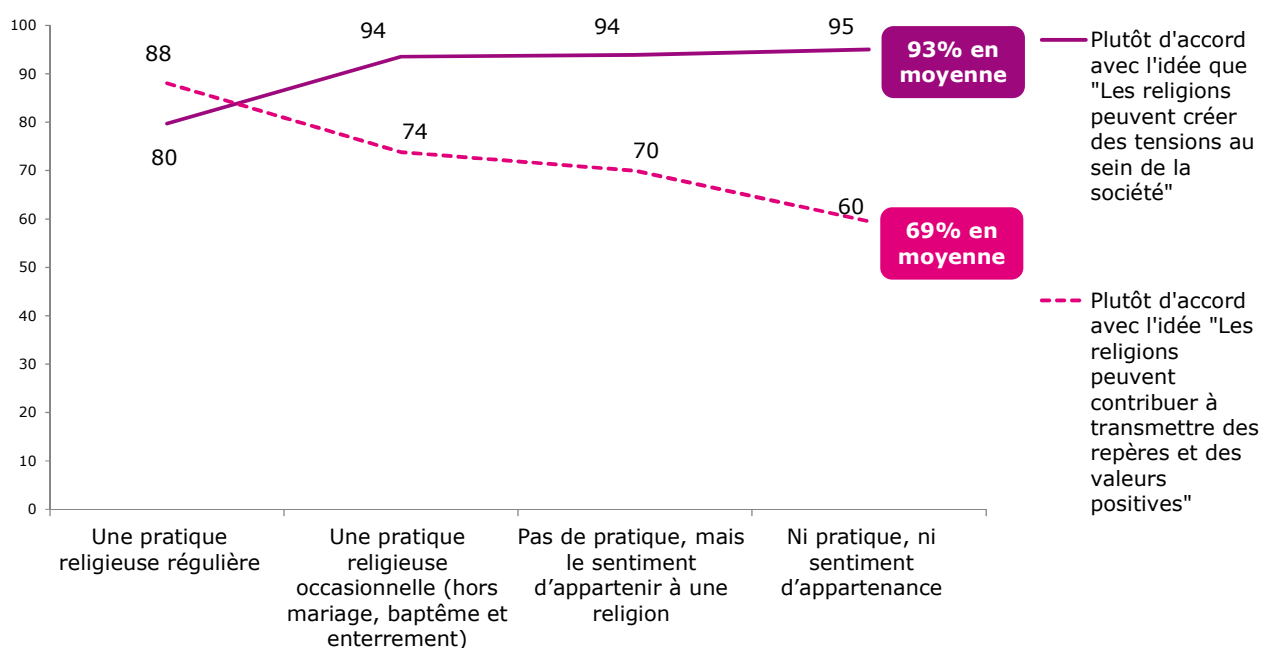
Source : CRÉDOC, enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2014

2. L'attachement au modèle de la laïcité à la française

a. Les religions sont à la fois perçues comme une source de tensions et un vecteur de valeurs positives

93% des Français sont d'accord avec l'idée que « **les religions peuvent créer des tensions au sein de la société** ». L'idée traverse l'ensemble du corps social, quelles que soient les classes d'âge, le niveau de diplôme, le lieu de vie, etc (cf. Tableau 20 p.68). Même les personnes qui revendiquent une pratique religieuse régulière, occasionnelle ou qui ont le sentiment d'appartenir à une religion en sont très largement convaincues. Selon la fondation de Dublin les Français sont même les plus sensibles en Europe aux tensions entre religions (avec les Belges et les Néerlandais)⁴⁴. **L'apport positif des religions via la transmission de valeurs et de repères** est moins net dans l'esprit de nos concitoyens et davantage lié à la foi et la pratique religieuse personnelle.

Graphique 31 – Adhésion aux idées suivantes selon la proximité personnelle avec la religion



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014
Détail des opinions selon les groupes sociaux p.68 et p.69

Le regard porté sur les religions par les Français ne peut être analysé sans rappeler

⁴⁴ Eurofound, 3rd European Quality of Life Survey, Quality of life in Europe: Impacts of the crisis, 2012, <http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef1264.htm> 39% des Français et des Belges considèrent qu'il y a d'importantes tensions entre les différents groupes religieux contre 28% en moyenne en Europe ou 28% des Allemands par exemple.

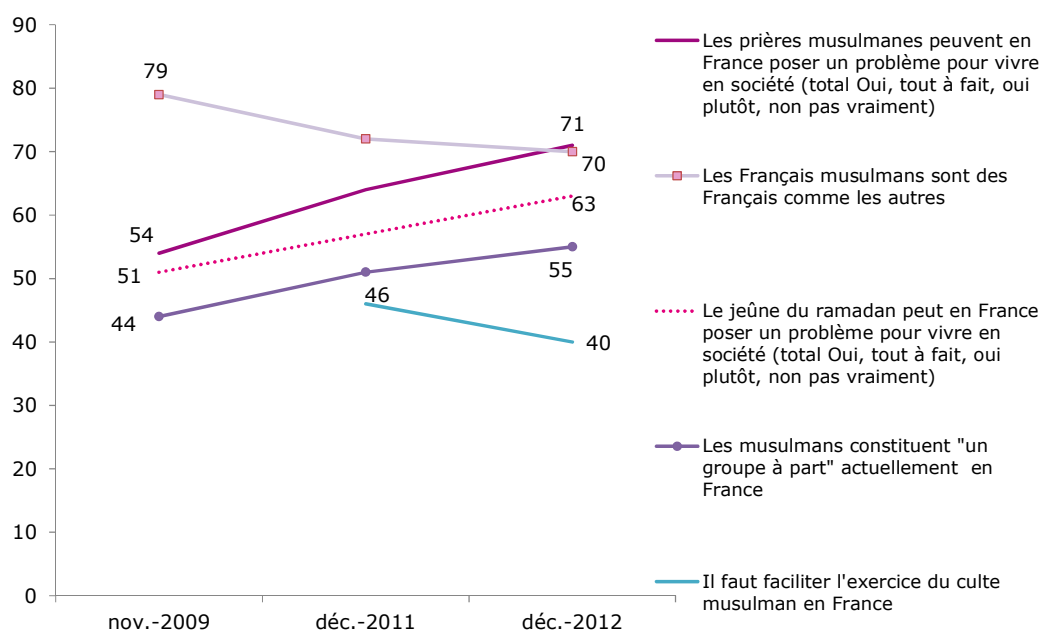
Les Français sont donc particulièrement nombreux à considérer qu'il existe d'importantes tensions entre les groupes ethniques, les religions, et également entre les riches et les pauvres, les cadres et les employés. En revanche, ils sont dans la moyenne européenne en ce qui concerne la perception de tensions entre les personnes âgées et les jeunes, les hommes et femmes ou les différentes orientations sexuelles

l'importance de la laïcité dans l'identité française depuis la période fondatrice de la Révolution française comme l'explique René Rémond « *Héritiers d'une histoire qu'ils croient exceptionnelle et dont ils sont fiers, fidèles à la tradition de la Révolution qui a triomphé des tentations fédéralistes, les républicains, pour qui la République est « une et indivisible », ont la religion de l'unité nationale [...] Toute différence est perçue comme une menace pour la cohésion du corps social et ressentie comme une atteinte au bel idéal d'une pensée unanime et de valeurs partagées par tous. Mais, puisque la religion, qui avait été durant tant de siècles le ciment de l'unité politique, est désormais dissociée de l'identité nationale et est même devenue un sujet de discorde, un facteur de division, l'unité commande d'exclure le religieux de l'espace public et de le refouler dans la sphère du privé individuel. La laïcité est la garantie juridique et philosophique d'une unité qui ne tolère pas l'expression de la diversité* ». ⁴⁵

Le sentiment de tensions liées aux religions reflète aussi probablement une certaine **crispation autour des musulmans** dans la période récente, ce que Nonna Mayer, Guy Michelat et Vincent Tiberj appellent « polarisation anti-islam » et qui s'expliquerait à la fois par la recherche de bouc émissaire en période de disette économique et des événements d'actualité ayant polarisé le discours autour des musulmans (Affaire Merah, fusillade d'Aigues Mortes, activité de groupes islamistes radicaux, de l'Afrique subsaharienne au monde arabe, débat autour de la viande halal dans les cantines, etc.). 55% des sondés déclarent que les musulmans constituent « un groupe à part » en décembre 2012. Ils étaient 44% en novembre 2009. L'augmentation est d'autant plus notable que l'idée avait eu tendance à perdre du terrain depuis 2005 où 63% des Français étaient de cet avis.

⁴⁵ René Rémond, « Cent ans de laïcité française », *Études*, 2004/1 Tome 400, p. 55-66

Graphique 32 – Une vision plus négative des musulmans depuis 2009



Source : CREDOC, à partir des Enquêtes de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme

b. Pour la population, les croyances et pratiques religieuses ne doivent pas être visibles ni dans les espaces publics ni dans les entreprises

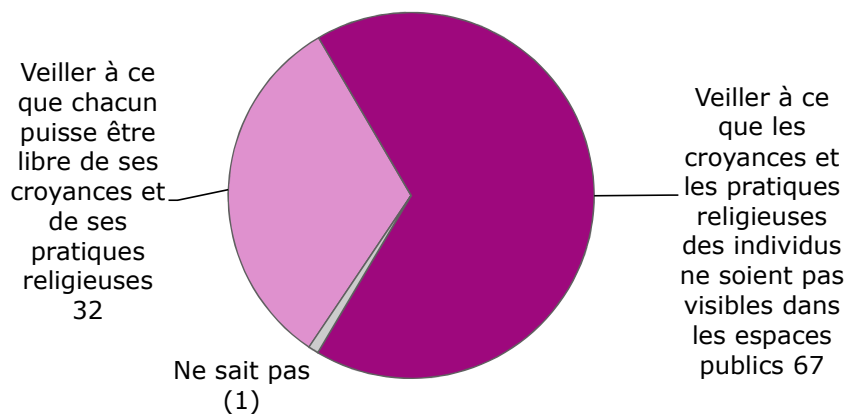
La **laïcité** s'appuie en France sur plusieurs fondements juridiques dont les principes sont contenus dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : « *Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits [...] Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi* ». Ces principes sont réaffirmés et complétés par la suite dans le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, et de celle du 4 octobre 1958 et par la Loi du 9 décembre 1905 de séparation des Églises et de l'État⁴⁶ : « *La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes, sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.* » (art. 1er). Plusieurs principes en découlent : la neutralité de l'État face aux religions, la liberté religieuse qui est un des éléments de la liberté de conscience, et le pluralisme, c'est à dire l'absence de distinction entre les cultes (Si l'État ne reconnaît aucune religion, il ne doit en méconnaître aucune, et il reconnaît le

⁴⁶ <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000095-laicite-les-debats-100-ans-apres-la-loi-de-1905/les-fondements-juridiques-de-la-laicite-en-france>

fait religieux)⁴⁷.

A choisir, 67% de nos concitoyens attendent des pouvoirs publics qu'ils veillent, avant tout, à ce que les croyances et les pratiques religieuses des individus **ne soient pas visibles dans les espaces publics** plutôt qu'à protéger la liberté des croyances et des pratiques religieuses (32%).

Graphique 33 - Pour vous, les pouvoirs publics doivent-ils en priorité ?



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

L'inquiétude très forte de nos concitoyens quant aux tensions que peuvent générer les religions explique probablement que la priorité donnée à l'action de l'Etat pour circonscrire les pratiques religieuses à **la sphère privée**. La CNCDH⁴⁸ met en évidence, suite à une étude qualitative, que « *la laïcité apparaît comme un élément capable d'apaiser les tensions et d'assurer les conditions d'un vivre ensemble acceptable en relativisant la visibilité et l'importance des différences particulières et surtout en rejetant dans le domaine privé ce qui peut être source de tensions à savoir la religion* ». Notons que pour certains, la laïcité est vécue sur un mode plus défensif, « *mobilisée avant tout à l'égard de (ou contre) l'islam qui la menacerait. À cet égard, la laïcité va alors être perçue moins comme un moyen d'assurer le vivre ensemble que comme un outil pour préserver une identité française jugée menacée* ».

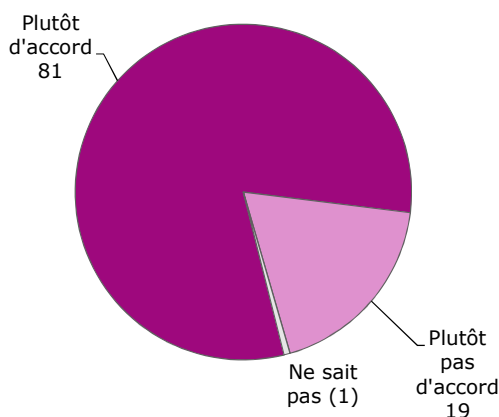
L'opinion semble d'ailleurs avoir sensiblement **évolué** sur ces thèmes. En 2005, trois personnes sur quatre considéraient déjà en 2005 la laïcité comme un élément essentiel ou

⁴⁷ Études et documents du Conseil d'État, *Un siècle de laïcité - Rapport public 2004*, <http://www.conseil-etat.fr/media/document//rapportpublic2004.pdf>

⁴⁸ Cf. Rapport (CNCDH) 2012, *op.cit.*

très important, pour l'identité de la France⁴⁹. Mais seuls 49% voyaient d'un bon œil l'interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les **entreprises privées** pour les salariés. A l'époque, seule l'interdiction du port de signes religieux ostensibles pour les agents dans les administrations et entreprises publiques recueillait l'adhésion d'une majorité de Français. Aujourd'hui **81% adhèrent à l'interdiction du port visible de tout signe d'appartenance religieuse comme par exemple le voile, la kippa, la croix dans les entreprises**. Les débats ayant eu lieu autour notamment du procès lié au licenciement d'une employée voilée qui refusait d'ôter son foulard sur son lieu de travail (une crèche privée), les crispations à l'égard de la place de l'islam, ne sont probablement pas étrangers à ces attitudes.

Graphique 34 - Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ? Dans les entreprises, il faut interdire le port visible de tout signe d'appartenance religieuse comme par exemple le voile, la kippa, la croix

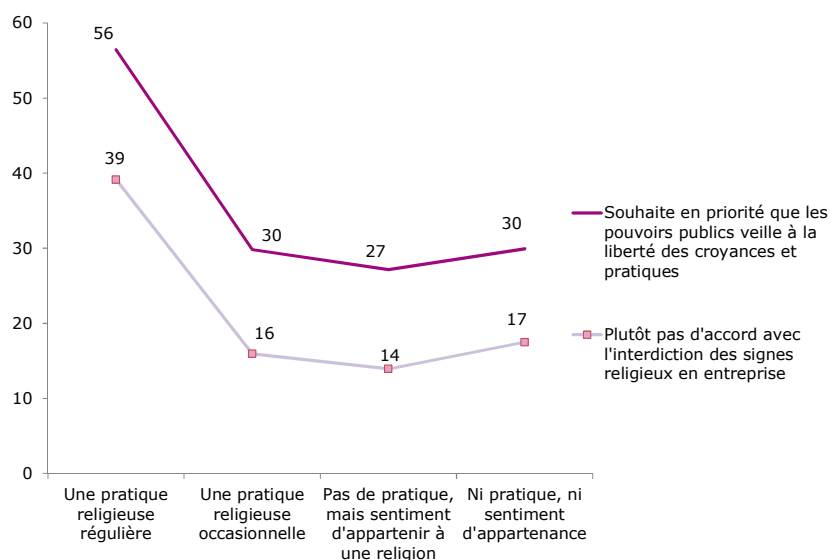


Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Une **pratique religieuse régulière** tend à modifier quelque peu les opinions. Les plus pratiquants attendent, en particulier, majoritairement une action des pouvoirs publics en faveur de la liberté de culte. En revanche, même chez les personnes qui se disent pratiquantes (quelle que soit la confession), les réticences à l'interdiction des signes religieux en entreprise restent minoritaires (39%).

⁴⁹ Sondage CSA / CNAL réalisé par téléphone les 2 et 3 février 2005. Echantillon national représentatif de 970 personnes âgées de 15 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération <http://www.csa.eu/multimedia/data/sondages/data2005/opi20050203c.htm>

Graphique 35 – Réticences à l’interdiction des signes religieux en entreprise, et souhait que les pouvoirs publics veillent en priorité à la liberté des croyances et pratiques



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Des ressorts relativement proches sous-tendent **l’adhésion à l’interdiction du port visible de tout signe religieux** en entreprise ou le souhait d’une action des pouvoirs publics pour limiter la présence de ces signes dans les espaces publics (Tableau 1) :

- une inquiétude face à l’immigration, et une certaine forme de xénophobie,
- des opinions politiques à droite,
- le souhait d’une société française davantage dominée par l’ordre, de fortes préoccupations pour la violence et l’insécurité,
- un âge élevé, le fait d’habiter dans une petite agglomération, ou des hauts revenus

A l’inverse les **réticences à l’interdiction du port de signes religieux en entreprise**, ou le souhait que les pouvoirs publics **veillent en priorité à la liberté des croyances et des pratiques religieuses** est plus fort chez :

- les personnes qui se déclarent « pas du tout racistes », appellent de leurs vœux l’intégration des immigrés, voient la diversité des cultures comme une richesse
- les sympathisants de gauche ou du centre
- les individus qui se sentent préoccupés par la pauvreté dans le monde
- les jeunes
- ceux qui voient la mondialisation plutôt sous un jour positif

- les deux extrémités de l'échelle sociale : diplômés du supérieur et hauts revenus d'un côté et bas revenus de l'autre
- les habitants de l'agglomération parisienne

Tableau 1 – Le profil des personnes qui soutiennent ou sont réticentes à l'interdiction des signes religieux dans les entreprises et dans les espaces publics

Les pouvoirs publics doivent en priorité veiller à ce que les croyances et les pratiques religieuses des individus ne soient pas visibles dans les espaces publics	Les pouvoirs publics doivent en priorité veiller à ce que chacun puisse être libre de ses croyances et de ses pratiques religieuses	Plutôt d'accord avec l'interdiction du port visible de tout signe d'appartenance religieuse dans les entreprises	Plutôt pas d'accord avec l'interdiction du port visible de tout signe d'appartenance religieuse dans les entreprises
67% en moyenne	32% en moyenne	81% en moyenne	19% en moyenne
<p>Voient la diversité des cultures et origines comme une difficulté pour la vie en commun (81%) Souhaite en priorité le départ des immigrés (plutôt que leur intégration) (79%) Se dit "un peu raciste ou plutôt pas très raciste" (78%) Se positionne à droite (80%) Pense que la société française a besoin de "beaucoup plus d'ordre" (78%) Préoccupé par la violence et l'insécurité (72%)</p> <p>70 ans et plus (74%) ou 60-69 ans (72%)</p> <p>Hauts revenus (76%) De 2000 à 20000 habitants (72%)</p>	<p>Voient la diversité des cultures et origines comme une richesse (44%) Souhaite en priorité l'intégration des immigrés (plutôt que leur départ) (42%) Se dit "pas du tout raciste" (41%) Se positionne à gauche (37%) ou au centre (38%) Préoccupé par la pauvreté dans le monde (44%) Voit plutôt des avantages dans la mondialisation (37%)</p> <p>25 - 39 ans (41%) Etudiant (45%), Diplôme du supérieur (37%) Profession intermédiaire (37%) Bas revenus (37%) Paris et aggl. parisienne (40%)</p>	<p>Voient la diversité des cultures et origines comme une difficulté pour la vie en commun (90%) Souhaite en priorité le départ des immigrés (plutôt que leur intégration) (91%) Se dit "un peu raciste" (92%) ou plutôt raciste (96%) ou pas très raciste (86%) Se positionne à droite (89%) Pense que la société française a besoin de "beaucoup plus d'ordre" (89%) Préoccupé par la violence et l'insécurité (86%)</p> <p>70 ans et plus (89%) ou 60-69 ans (86%)</p> <p>Indépendant (87%)</p>	<p>Voient la diversité des cultures et origines comme une richesse (26%) Souhaite en priorité l'intégration des immigrés (plutôt que leur départ) (26%) Se dit "pas du tout raciste" (25%) Pense que la société française a besoin de "beaucoup plus de liberté" (34%) Préoccupé par la pauvreté dans le monde (33%)</p> <p>25 - 39 ans (24%) Cadre et prof. intell. sup. (24%) Bas revenus (26%)</p>

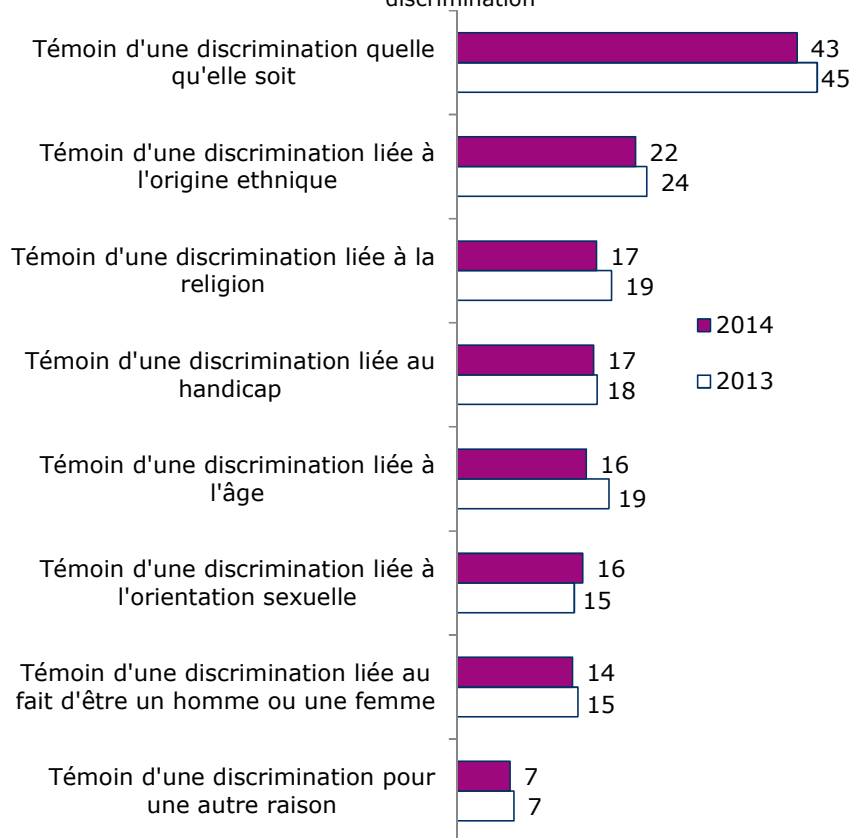
Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

3. Légère diminution de la constatation de discriminations

Nos concitoyens se disent, cette année, **moins souvent témoins de discriminations** que l'an dernier : 43%, -2 points par rapport à l'an dernier. Les discriminations liées à l'origine ethnique restent les plus souvent mentionnées (22%, -2 points), avec celles liées à la religion (17%, -2 points), celles liées au handicap (17%, -1 point), ou à l'âge (16%, -3 points).

Graphique 36 - Au cours des 12 derniers mois, avez-vous été le témoin d'une des discriminations suivantes.

Consigne enquêteur : Je parle bien du fait d'être témoin et non pas d'avoir été personnellement victime d'une discrimination



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

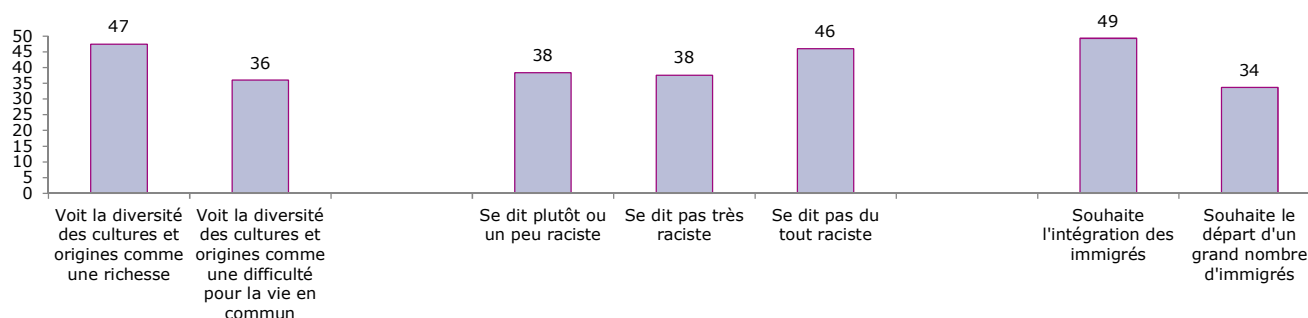
La sensibilité aux discriminations est, cette année comme l'an dernier, plus marquée chez les **jeunes générations, les diplômés du supérieur, les cadres et professions intermédiaires, les habitants de grandes agglomérations, les sympathisants de gauche** (Tableau 24 p.72 et suivants).

Plusieurs indices laissent penser que le léger recul de la constatation de discrimination est davantage à mettre en lien avec le recul de la tolérance et les préoccupations montantes pour l'emploi et la croissance constatées cette année qu'avec de réels progrès en la

matière :

- le mouvement de baisse concerne quasiment **tous les motifs de discrimination** et est visible dans **la quasi-totalité des groupes sociaux**. Finalement seules les discriminations liées à l'orientation sexuelle (16%, +1 point) semblent, à peine, plus fréquentes cette année, probablement suite aux débats ayant entouré le mariage pour tous. Il faut dire en toile de fond que, depuis une dizaine d'années, l'acceptation de l'homosexualité a eu tendance à progresser⁵⁰.
- les discriminations semblent un thème moins important dans **de nombreux pays européens** où elle était plutôt jugée importante. Interrogés sur les trois priorités à donner à l'Union européenne⁵¹, la lutte contre les discriminations apparaît moins importante en France (15%, -4 points entre 2012 et 2013), au Luxembourg (16%, -5 points), au Danemark (15%, -2 points), en Italie (11%, -1 point), aux Pays bas (12%, -11 points), en Autriche (16%, -6 points), en Suède (19%, -5 points). Les européens souhaitant que les efforts de l'Europe portent davantage vers la création d'emploi (60%, +4 points) et le soutien à la création d'entreprise (13%, +2 points).
- La constatation de discrimination est nettement liée aux opinions sur la diversité : les personnes souhaitant le départ d'un très grand nombre d'immigrés sont moins nombreux par exemple à avoir été le témoin d'une discrimination.

Graphique 37 – Constatation de discriminations suivant des indicateurs de tolérance



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

⁵⁰ Selon l'enquête « Conditions de vie et Aspirations », la proportion de personnes favorables au mariage des personnes de même sexe a tendance à progresser régulièrement depuis 2007, même si l'homoparentalité fait elle débat. L'enquête de la CNDCH montre que la proportion de Français considérant que « les homosexuels forment un groupe à part dans la société française » a, elle-aussi, tendance à diminuer (19% en fin 2012 contre 32% en 2003).

⁵¹ Commission européenne, Special Eurobarometer 408, *op.cit.*

Annexe- Tableaux complémentaires

Tableau 2 – Selon vous, aujourd’hui en France, qu’est-ce qui contribue le plus à renforcer la cohésion sociale ? (en %)

	Les efforts de chacun pour vivre ensemble	L'école	La protection sociale (maladie, chômage, vieillesse)	L'engagement de certains citoyens dans des associations	L'entraide au sein des familles	Les services publics (hôpital, transports...)	
Sexe	. Homme	36	21	15	10	9	7
	. Femme	35	25	12	11	10	5
Age	. 18 - 24 ans	35	31	(8)	9	9	(6)
	. 25 - 39 ans	37	21	13	10	10	(5)
	. 40 - 59 ans	38	18	14	12	9	7
	. 60 - 69 ans	34	26	14	(12)	10	(3)
	. 70 ans et plus	28	27	17	7	12	(7)
Diplôme	. Aucun, Cep	36	19	14	8	13	(7)
	. Bepc.....	34	24	14	11	10	(6)
	. Bac	36	25	12	12	7	(5)
	. Diplôme du supérieur	35	23	14	10	9	(6)
Profession Catégorie sociale	. Indépendant.....	42	(20)	(9)	(12)	(10)	(2)
	. Cadre et prof. intell. sup. ...	38	21	(16)	(11)	(7)	(5)
	. Profession intermédiaire ...	35	19	14	13	(8)	(8)
	. Employé	34	20	13	11	12	(6)
	. Ouvrier.....	35	21	14	9	11	(7)
	. Reste au foyer.....	41	23	9	(8)	(6)	(9)
	. Retraité	30	26	17	10	11	(5)
. Etudiant.....	40	(31)	(8)	(8)	(8)	(3)	
Niveau de vie mensuel du foyer par unité de consommation	. Bas revenus	37	22	12	9	10	(8)
	. Classes moyennes inférieures	36	21	15	12	9	(6)
	. Classes moyennes supérieures	37	24	12	9	10	(6)
	. Hauts revenus	33	22	16	13	8	(5)
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants... ..	37	24	12	12	8	(5)
	. De 2000 à 20000 habitants	37	21	11	12	10	(7)
	. De 20000 à 100000 habitants	35	23	11	10	(12)	(5)
	. Plus de 100000 habitants.. ..	35	23	15	9	10	6
	. Paris et aggl. parisienne.. ..	31	24	17	8	10	(7)
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap	34	24	12	11	10	(5)
	. Pas de handicap.....	36	23	14	10	10	6
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	33	27	14	11	7	7
	. Se positionne au centre	38	22	15	9	10	(5)
	. Se positionne à droite.....	36	20	14	12	12	(5)
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	35	21	10	(8)	13	(8)
Ensemble de la population	35	23	14	10	10	6	

Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Tableau 3 – Selon vous, aujourd’hui en France, qu’est-ce qui contribue le plus à renforcer la cohésion sociale ? (en %)

Les efforts de chacun pour vivre ensemble

	2011	2012	2013	2014	Evolution 2013-2014
Sexe					
. Homme	31	33	29	36	+7
. Femme	34	34	33	35	+2
Age					
. 18 - 24 ans	24	29	24	35	+11
. 25 - 39 ans	35	34	32	37	+5
. 40 - 59 ans	35	33	33	38	+5
. 60 - 69 ans	31	33	30	34	+4
. 70 ans et plus	32	40	29	28	-1
Diplôme					
. Aucun, Cep	30	35	28	36	+8
. Bepc.....	36	34	32	34	+2
. Bac	33	39	34	36	+2
. Diplôme du supérieur	31	29	29	35	+6
Profession					
. Indépendant.....	37	45	37	42	+5
. Cadre et prof. intell. sup.	28	31	29	38	+9
. Profession intermédiaire	34	30	30	35	+5
. Employé	37	35	37	34	-3
Catégorie sociale					
. Ouvrier.....	29	33	31	35	+4
. Reste au foyer	32	30	30	41	+11
. Retraité	33	37	28	30	+2
. Etudiant.....	29	30	24	40	+16
Niveau de vie mensuel du foyer par unité de consommation					
. Bas revenus	31	34	30	37	+7
. Classes moyennes inférieures	35	32	35	36	+1
. Classes moyennes supérieures ...	34	35	27	37	+10
. Hauts revenus	29	32	32	33	+1
Taille d'agglomération					
. Moins de 2000 habitants	34	37	39	37	-2
. De 2000 à 20000 habitants	38	32	29	37	+8
. De 20000 à 100000 habitants.....	36	33	24	35	+11
. Plus de 100000 habitants.....	31	35	31	35	+4
. Paris et aggl. parisienne	25	29	27	31	+4
Handicap					
. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap.....	33	32	29	34	+5
. Pas de handicap.....	33	34	32	36	+4
Préférence politique					
. Se positionne à gauche.....	29	28	27	33	+6
. Se positionne au centre	35	36	33	38	+5
. Se positionne à droite.....	34	43	32	36	+4
. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	36	31	37	35	-2
Ensemble de la population	33	34	31	35	+4

Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Tableau 4 – Selon vous, aujourd’hui en France, qu’est-ce qui contribue le plus à renforcer la cohésion sociale ? (en %)

L'école

	2011	2012	2013	2014	Evolution 2013-2014
Sexe					
. Homme	23	20	29	21	-8
. Femme	17	19	22	25	+3
Age					
. 18 - 24 ans	28	26	34	31	-3
. 25 - 39 ans	20	22	28	21	-7
. 40 - 59 ans	18	19	22	18	-4
. 60 - 69 ans	21	19	23	26	+3
. 70 ans et plus	16	13	24	27	+3
Diplôme					
. Aucun, Cep	14	15	21	19	-2
. Bepc.....	16	18	22	24	+2
. Bac	21	22	28	25	-3
. Diplôme du supérieur	27	24	29	23	-6
Profession					
. Indépendant.....	(23)	(17)	(23)	(20)	-
. Cadre et prof. intell. sup.	31	25	33	21	-12
. Profession intermédiaire	23	27	26	19	-7
. Employé	18	21	19	20	+1
Catégorie sociale					
. Ouvrier.....	20	17	25	21	-4
. Reste au foyer.....	15	15	28	23	-5
. Retraité	16	16	23	26	+3
. Etudiant.....	(22)	(23)	37	(31)	-
Niveau de vie mensuel du foyer par unité de consommation					
. Bas revenus	18	19	22	22	=
. Classes moyennes inférieures	18	18	22	21	-1
. Classes moyennes supérieures ...	19	18	27	24	-3
. Hauts revenus	26	26	27	22	-5
Taille d'agglomération					
. Moins de 2000 habitants	18	18	22	24	+2
. De 2000 à 20000 habitants	16	17	25	21	-4
. De 20000 à 100000 habitants.....	19	16	27	23	-4
. Plus de 100000 habitants.....	21	21	25	23	-2
. Paris et aggl. parisienne.....	25	25	29	24	-5
Handicap					
. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap.....	18	17	25	24	-1
. Pas de handicap.....	20	21	25	23	-2
Préférence politique					
. Se positionne à gauche.....	19	23	28	27	-1
. Se positionne au centre	20	19	20	22	+2
. Se positionne à droite.....	20	16	26	20	-6
. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	21	17	23	21	-2
Ensemble de la population	20	20	25	23	-2

Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Tableau 5 – Selon vous, aujourd’hui en France, qu’est-ce qui contribue le plus à renforcer la cohésion sociale ? (en %)

La protection sociale (maladie, chômage, vieillesse)

	2011	2012	2013	2014	Evolution 2013-2014
Sexe					
. Homme	16	16	16	15	-1
. Femme	18	17	16	12	-4
Age					
. 18 - 24 ans	(11)	(13)	(13)	(8)	-
. 25 - 39 ans	15	13	11	13	+2
. 40 - 59 ans	18	19	17	14	-3
. 60 - 69 ans	20	20	21	14	-7
. 70 ans et plus	19	18	20	17	-3
Diplôme					
. Aucun, Cep	22	24	23	14	-9
. Bepc.....	16	17	16	14	-2
. Bac	16	12	14	12	-2
. Diplôme du supérieur	14	14	13	14	+1
Profession					
. Indépendant.....	(8)	(19)	(11)	(9)	-
. Cadre et prof. intell. sup.	(15)	(16)	(14)	(16)	-
. Profession intermédiaire	17	12	16	14	-2
. Employé	15	16	14	13	-1
Catégorie sociale					
. Ouvrier.....	18	18	15	14	-1
. Reste au foyer	24	22	16	9	-7
. Retraité	18	17	22	17	-5
. Etudiant.....	(10)	(15)	(11)	(8)	-3
Niveau de vie mensuel du foyer par unité de consommation					
. Bas revenus	15	19	19	12	-7
. Classes moyennes inférieures	17	19	18	15	-3
. Classes moyennes supérieures ...	17	15	15	12	-3
. Hauts revenus	19	16	15	16	+1
Taille d'agglomération					
. Moins de 2000 habitants	20	17	14	12	-2
. De 2000 à 20000 habitants	16	20	15	11	-4
. De 20000 à 100000 habitants.....	13	12	22	11	-11
. Plus de 100000 habitants.....	15	18	15	15	=
. Paris et aggl. parisienne	18	15	18	17	-1
Handicap					
. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap.....	21	19	20	12	-8
. Pas de handicap.....	15	16	15	14	-1
Préférence politique					
. Se positionne à gauche.....	17	19	18	14	-4
. Se positionne au centre	18	15	19	15	-4
. Se positionne à droite.....	17	15	11	14	+3
. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	13	16	14	10	-4
Ensemble de la population	17	17	16	14	-2

Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Tableau 6 – Proportion de personnes estimant que la cohésion sociale en France est actuellement « pas très ou pas du tout forte » (en %)

	2011	2012	2013	2014	Evolution 2013- 2014	
Sexe	. Homme.....	82	80	83	74	-9
	. Femme	83	82	84	77	-7
Age	. 18 - 24 ans.....	77	78	77	75	-2
	. 25 - 39 ans.....	82	82	87	78	-9
	. 40 - 59 ans.....	85	81	84	76	-8
	. 60 - 69 ans.....	82	82	83	75	-8
	. 70 ans et plus	82	81	83	74	-9
Diplôme	. Aucun, Cep.....	80	78	78	65	-13
	. Bepc.....	80	83	86	75	-11
	. Bac.....	85	80	83	79	-4
	. Diplôme du supérieur.....	85	83	85	81	-4
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant.....	75	81	85	75	-10
	. Cadre et prof. intell. sup.	83	81	84	81	-3
	. Profession intermédiaire.....	87	84	90	84	-6
	. Employé.....	85	79	86	76	-10
	. Ouvrier	77	82	80	70	-10
	. Reste au foyer	81	80	82	69	-13
	. Retraité.....	83	83	82	75	-7
	. Etudiant.....	82	78	80	75	-5
Niveau de vie mensuel du foyer par unité de consommation	. Bas revenus.....	80	82	82	76	-6
	. Classes moyennes inférieures	81	79	83	74	-9
	. Classes moyennes supérieures...	84	81	86	76	-10
	. Hauts revenus.....	87	84	85	78	-7
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants	83	79	87	76	-11
	. De 2000 à 20000 habitants	79	87	82	73	-9
	. De 20000 à 100000 habitants....	84	87	86	75	-11
	. Plus de 100000 habitants	84	79	84	80	-4
	. Paris et agglo. parisienne	80	78	78	72	-6
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap	86	85	85	77	-8
	. Pas de handicap	81	80	83	75	-8
Préférence politique	. Se positionne à gauche	85	80	84	76	-8
	. Se positionne au centre.....	82	86	80	75	-5
	. Se positionne à droite	81	79	87	78	-9
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	78	81	84	71	-13
Ensemble de la population	83	81	84	75	-9	

Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Tableau 7 – Avez-vous le sentiment d’être intégré dans la société française ? (en %)

		Très bien intégré	Assez bien intégré	Pas bien ou pas du tout intégré	Total
Sexe	. Homme	65	28	8	100
	. Femme.....	64	29	7	100
Age	. 18 - 24 ans.....	48	42	(9)	100
	. 25 - 39 ans.....	58	33	9	100
	. 40 - 59 ans.....	65	26	10	100
	. 60 - 69 ans.....	70	25	(4)	100
	. 70 ans et plus	77	21	(2)	100
Diplôme	. Aucun, Cep	63	31	(6)	100
	. Bepc	60	30	10	100
	. Bac.....	63	31	(6)	100
	. Diplôme du supérieur.....	71	23	6	100
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	71	(17)	(12)	100
	. Cadre et prof. intell. sup.....	71	22	(7)	100
	. Profession intermédiaire	68	27	(5)	100
	. Employé.....	57	36	(8)	100
	. Ouvrier.....	56	34	(11)	100
	. Reste au foyer.....	54	31	(15)	100
	. Retraité.....	75	22	(3)	100
	. Etudiant	51	40	(9)	100
Niveau de vie mensuel du foyer par unité de consommation	. Bas revenus.....	50	35	15	100
	. Classes moyennes inférieures.....	65	29	7	100
	. Classes moyennes supérieures ...	68	29	(3)	100
	. Hauts revenus.....	76	20	(5)	100
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	67	28	(6)	100
	. De 2000 à 20000 habitants.....	64	26	10	100
	. De 20000 à 100000 habitants	64	30	(6)	100
	. Plus de 100000 habitants	61	31	8	100
	. Paris et aggl. parisienne.....	67	26	(7)	100
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme.....	61	27	11	100
	. Pas de handicap	65	29	6	100
Préférence politique	. Se positionne à gauche	66	27	7	100
	. Se positionne au centre.....	62	33	(5)	100
	. Se positionne à droite	67	25	8	100
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	58	29	12	100
Ensemble de la population		64	28	7	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Tableau 8 – Evolution de la proportion d'individus ayant le sentiment d'être « très bien » intégrés dans la société française ? (en %)

	2012	2013	2014	Evolution 2013-2014	
Sexe	. Homme	51	62	65	+3
	. Femme.....	50	61	64	+3
Age	. 18 - 24 ans.....	39	47	48	+1
	. 25 - 39 ans.....	43	55	58	+3
	. 40 - 59 ans.....	53	62	65	+3
	. 60 - 69 ans.....	61	68	70	+2
	. 70 ans et plus	55	74	77	+3
Diplôme	. Aucun, Cep	44	62	63	+1
	. Bepc	49	59	60	+1
	. Bac.....	48	54	63	+9
	. Diplôme du supérieur.....	59	68	71	+3
Profession Catégorie sociale	. Indépendant	58	61	71	+10
	. Cadre et prof. intell. sup.....	66	73	71	-2
	. Profession intermédiaire	58	64	68	+4
	. Employé	48	56	57	+1
	. Ouvrier.....	38	50	56	+6
	. Reste au foyer.....	41	51	54	+3
	. Retraité.....	56	71	75	+4
. Etudiant	36	53	51	-2	
Niveau de vie mensuel du foyer par unité de consommation	. Bas revenus.....	36	52	50	-2
	. Classes moyennes inférieures.....	47	57	65	+8
	. Classes moyennes supérieures ...	55	67	68	+1
	. Hauts revenus.....	66	73	76	+3
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	49	59	67	+8
	. De 2000 à 20000 habitants.....	51	57	64	+7
	. De 20000 à 100000 habitants	46	57	64	+7
	. Plus de 100000 habitants	53	64	61	-3
	. Paris et agglo. parisienne.....	51	68	67	-1
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme.....	47	58	61	+3
	. Pas de handicap	52	63	65	+2
Préférence politique	. Se positionne à gauche	49	62	66	+4
	. Se positionne au centre.....	49	58	62	+4
	. Se positionne à droite	55	68	67	-1
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	49	51	58	+7
Ensemble de la population	51	61	64	+3	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Tableau 9 – Evolution des attentes par rapport aux pouvoirs publics

	2011	2012	2013	2014	Evolution 2013 /2014
Assurer à tous la possibilité d'occuper un emploi	53	52	52	51	-1
Permettre à tous de bien se loger	37	39	34	34	=
Délivrer à tous une éducation de qualité	25	25	24	22	-2
Aider les jeunes à démarrer dans la vie	17	16	19	20	+1
Garantir à tous la possibilité de se soigner	16	16	13	16	+3
Soutenir la croissance économique	10	9	14	15	+1
Punir plus sévèrement les délinquants	10	11	14	12	-2
Favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes	9	8	9	9	=
Favoriser la diversité des populations dans chaque quartier	7	7	7	7	=
Avoir une politique culturelle dynamique, qui permette des moments de partage entre les citoyens	8	8	6	6	=
Soutenir les personnes handicapées ou dépendantes et leur famille	4	5	4	6	+2
Autre	2	2	2	2	=
Ne sait pas	(2)	2	(1)	(1)	=

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Tableau 10 - Selon vous, que doivent faire les pouvoirs publics en priorité pour renforcer la cohésion sociale ? (en %) **partie 1**

	Assurer à tous la possibilité d'occuper un emploi	Permettre à tous de bien se loger	Délivrer à tous une éducation de qualité	Aider les jeunes à démarrer dans la vie	Garantir à tous la possibilité de se soigner	
Sexe	. Homme	52	32	23	20	15
	. Femme	49	37	20	20	18
Age	. 18 - 24 ans	46	25	25	34	(8)
	. 25 - 39 ans	47	38	21	18	15
	. 40 - 59 ans	50	34	21	16	19
	. 60 - 69 ans	56	32	24	20	14
	. 70 ans et plus	56	37	19	20	21
Diplôme	. Aucun, Cep	47	42	11	22	23
	. Bepc.....	53	38	16	22	18
	. Bac	50	34	21	22	13
	. Diplôme du supérieur	51	26	34	14	13
Profession Catégorie sociale	. Indépendant.....	56	28	(19)	(14)	(15)
	. Cadre et prof. intell. sup.	50	26	40	(14)	(12)
	. Profession intermédiaire	47	30	26	13	15
	. Employé	50	37	18	20	19
	. Ouvrier.....	53	40	13	24	16
	. Reste au foyer	42	43	(13)	24	16
	. Retraité	57	35	21	20	20
. Etudiant.....	43	28	30	32	(9)	
Niveau de vie mensuel du foyer par unité de consommation	. Bas revenus	46	43	14	24	19
	. Classes moyennes inférieures	47	41	17	22	19
	. Classes moyennes supérieures ...	53	28	25	19	16
	. Hauts revenus	57	27	32	13	13
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants	52	34	21	23	17
	. De 2000 à 20000 habitants	45	38	21	17	18
	. De 20000 à 100000 habitants.....	51	28	21	23	20
	. Plus de 100000 habitants.....	53	32	25	18	15
	. Paris et aggl. parisienne	51	39	17	20	14
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap.....	50	38	19	19	18
	. Pas de handicap.....	51	33	23	20	16
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	55	36	24	18	16
	. Se positionne au centre	48	36	20	21	18
	. Se positionne à droite.....	49	28	22	20	16
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	50	40	16	21	16
Ensemble de la population	51	34	22	20	16	

Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Tableau 11 - Selon vous, que doivent faire les pouvoirs publics en priorité pour renforcer la cohésion sociale ? (en %) **partie 2**

	Soutenir la croissance économique	Punir plus sévèrement les délinquants	Favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes	Favoriser la diversité des populations dans les quartiers	Avoir une politique culturelle dynamique	Soutenir les personnes handicapées et leur famille
Sexe	. Homme.....	16	13	8	7	6
	. Femme	14	12	9	7	6
Age	. 18 - 24 ans	(10)	(7)	15	(8)	(13)
	. 25 - 39 ans	17	13	(6)	9	8
	. 40 - 59 ans	17	13	9	8	5
	. 60 - 69 ans	16	13	(8)	(6)	(3)
	. 70 ans et plus	12	11	(8)	(3)	(4)
Diplôme	. Aucun, Cep	10	13	11	(4)	(5)
	. Bepc.....	14	14	8	5	(3)
	. Bac	17	14	9	(6)	(7)
	. Diplôme du supérieur	19	8	8	12	10
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant.....	(24)	(12)	(7)	(8)	(7)
	. Cadre et prof. intell. sup.	(15)	(9)	(10)	(11)	(8)
	. Profession intermédiaire.....	23	11	(9)	12	(8)
	. Employé	15	13	(9)	(6)	(7)
	. Ouvrier	13	16	(9)	(5)	(5)
	. Reste au foyer	(13)	(15)	(10)	(6)	(4)
	. Retraité	12	13	7	(5)	(3)
	. Etudiant.....	(12)	(3)	(14)	(8)	(13)
Niveau de vie mensuel du foyer par uc	. Bas revenus	10	12	8	(6)	8
	. Classes moyennes inférieures.....	15	11	9	6	(4)
	. Classes moyennes supérieures....	18	14	10	8	6
	. Hauts revenus	19	11	(8)	10	(5)
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants	14	15	(7)	(4)	(5)
	. De 2000 à 20000 habitants	16	15	11	(6)	(5)
	. De 20000 à 100000 habitants.....	19	(10)	(9)	(6)	(6)
	. Plus de 100000 habitants.....	15	12	8	8	7
	. Paris et aggl. parisienne	13	(8)	11	13	(7)
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap.....	14	13	6	6	(5)
	. Pas de handicap.....	16	12	10	8	6
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	14	6	7	11	6
	. Se positionne au centre	13	11	11	(6)	7
	. Se positionne à droite.....	20	20	10	(3)	(4)
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	(11)	12	(9)	(8)	(7)
Ensemble de la population		15	12	9	7	6

Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Tableau 12 – Evolution des attentes vis-à-vis des pouvoirs publics pour renforcer la cohésion sociale ? (en %)

Assurer à tous la possibilité d'occuper un emploi

		2011	2012	2013	2014
Sexe	. Homme	53	53	52	52
	. Femme.....	54	52	52	49
Age	. 18 - 24 ans.....	44	42	48	46
	. 25 - 39 ans.....	50	49	47	47
	. 40 - 59 ans.....	56	56	53	50
	. 60 - 69 ans.....	60	52	58	56
	. 70 ans et plus	56	57	56	56
Diplôme	. Aucun, Cep	52	52	51	47
	. Bepc	54	51	55	53
	. Bac	55	50	49	50
	. Diplôme du supérieur.....	52	56	52	51
Profession Catégorie sociale	. Indépendant	46	49	53	56
	. Cadre et prof. intell. sup.	51	61	52	50
	. Profession intermédiaire	52	54	51	47
	. Employé.....	55	48	52	50
	. Ouvrier.....	55	53	51	53
	. Reste au foyer.....	50	51	50	42
	. Retraité.....	58	54	56	57
. Etudiant	47	44	43	43	
Niveau de vie mensuel du foyer par unité de consommation	. Bas revenus.....	47	50	51	46
	. Classes moyennes inférieures.....	53	50	48	47
	. Classes moyennes supérieures ...	55	54	55	53
	. Hauts revenus.....	56	54	55	57
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	55	54	55	52
	. De 2000 à 20000 habitants.....	56	59	55	45
	. De 20000 à 100000 habitants	50	50	50	51
	. Plus de 100000 habitants	56	50	50	53
	. Paris et aggl. parisienne.....	47	51	51	51
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme.....	52	53	51	50
	. Pas de handicap	54	52	53	51
Préférence politique	. Se positionne à gauche	55	56	51	55
	. Se positionne au centre.....	55	51	55	48
	. Se positionne à droite	49	47	48	49
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	52	51	58	50
Ensemble de la population		53	52	52	51

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Tableau 13 – Evolution des attentes vis à vis des pouvoirs publics pour renforcer la cohésion sociale ? (en %)

Permettre à tous de bien se loger

		2011	2012	2013	2014
Sexe	. Homme.....	35	36	32	32
	. Femme	40	41	36	37
Age	. 18 - 24 ans	38	33	34	25
	. 25 - 39 ans	40	41	34	38
	. 40 - 59 ans	37	40	36	34
	. 60 - 69 ans	34	37	29	32
	. 70 ans et plus	35	37	33	37
Diplôme	. Aucun, Cep.....	43	46	42	42
	. Bepc.....	40	42	35	38
	. Bac.....	36	34	29	34
	. Diplôme du supérieur.....	31	32	30	26
Profession Catégorie sociale	. Indépendant.....	32	37	28	28
	. Cadre et prof. intell. sup.	31	35	28	26
	. Profession intermédiaire.....	32	33	31	30
	. Employé.....	40	43	41	37
	. Ouvrier	40	45	37	40
	. Reste au foyer	43	39	39	43
	. Retraité.....	37	38	31	35
. Etudiant	39	33	31	28	
Niveau de vie mensuel du foyer par unité de consommation	. Bas revenus.....	45	44	45	43
	. Classes moyennes inférieures	44	43	33	41
	. Classes moyennes supérieures...	33	34	32	28
	. Hauts revenus	29	34	26	27
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants	36	40	28	34
	. De 2000 à 20000 habitants	42	40	33	38
	. De 20000 à 100000 habitants....	35	34	38	28
	. Plus de 100000 habitants	37	37	34	32
	. Paris et agglo. parisienne	36	41	39	39
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme	38	39	39	38
	. Pas de handicap	37	39	32	33
Préférence politique	. Se positionne à gauche	39	39	36	36
	. Se positionne au centre.....	40	39	37	36
	. Se positionne à droite	30	33	27	28
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	38	45	34	40
Ensemble de la population		37	39	34	34

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Tableau 14 – Evolution des attentes vis à vis des pouvoirs publics pour renforcer la cohésion sociale ? (en %)

Délivrer à tous une éducation de qualité

	2011	2012	2013	2014	
Sexe	. Homme	27	28	26	23
	. Femme.....	23	22	22	20
Age	. 18 - 24 ans	22	27	21	25
	. 25 - 39 ans	25	23	27	21
	. 40 - 59 ans	25	23	25	21
	. 60 - 69 ans	21	28	22	24
	. 70 ans et plus	28	25	22	19
Diplôme	. Aucun, Cep	18	15	15	11
	. Bepc	21	20	17	16
	. Bac	23	27	27	21
	. Diplôme du supérieur	34	36	36	34
Profession Catégorie sociale	. Indépendant	(21)	(18)	(21)	(19)
	. Cadre et prof. intell. sup.....	39	33	44	40
	. Profession intermédiaire	30	30	26	26
	. Employé	21	19	22	18
	. Ouvrier.....	20	20	20	13
	. Reste au foyer.....	21	19	17	(13)
	. Retraité	26	27	23	21
. Etudiant	(19)	36	(22)	30	
Niveau de vie mensuel du foyer par unité de consommation	. Bas revenus	20	20	15	14
	. Classes moyennes inférieures.....	22	21	23	17
	. Classes moyennes supérieures ...	26	26	26	25
	. Hauts revenus	31	33	32	32
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	21	23	24	21
	. De 2000 à 20000 habitants.....	22	22	25	21
	. De 20000 à 100000 habitants	26	28	22	21
	. Plus de 100000 habitants.....	27	26	26	25
	. Paris et agglo. parisienne.....	29	26	23	17
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme.....	24	27	22	19
	. Pas de handicap	25	24	25	23
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	27	29	29	24
	. Se positionne au centre.....	25	22	18	20
	. Se positionne à droite.....	24	24	24	22
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	19	18	19	16
Ensemble de la population	25	25	24	22	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Tableau 15 – Evolution des attentes vis-à-vis des pouvoirs publics pour renforcer la cohésion sociale ? (en %)

Soutenir la croissance

	2011	2012	2013	2014	
Sexe	. Homme	9	10	17	16
	. Femme.....	10	9	12	14
Age	. 18 - 24 ans.....	(8)	(6)	(11)	(10)
	. 25 - 39 ans.....	10	10	15	17
	. 40 - 59 ans.....	10	9	15	17
	. 60 - 69 ans.....	(11)	12	15	16
	. 70 ans et plus	(9)	(10)	14	12
Diplôme	. Aucun, Cep	(4)	(7)	11	10
	. Bepc	8	9	13	14
	. Bac.....	12	9	15	17
	. Diplôme du supérieur.....	14	12	18	19
Profession Catégorie sociale	. Indépendant	(13)	(10)	27	(24)
	. Cadre et prof. intell. sup.....	(15)	(11)	(16)	(15)
	. Profession intermédiaire	12	(11)	15	23
	. Employé.....	10	(8)	13	15
	. Ouvrier.....	(6)	(7)	(12)	13
	. Reste au foyer.....	(6)	(8)	(9)	(13)
	. Retraité	9	11	15	12
. Etudiant	(8)	(9)	(12)	(12)	
Niveau de vie mensuel du foyer par unité de consommation	. Bas revenus.....	(6)	8	11	10
	. Classes moyennes inférieures.....	6	7	12	15
	. Classes moyennes supérieures ...	11	11	17	18
	. Hauts revenus.....	18	13	18	19
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	9	9	15	14
	. De 2000 à 20000 habitants.....	(8)	12	12	16
	. De 20000 à 100000 habitants	(10)	(9)	14	19
	. Plus de 100000 habitants	11	10	16	15
	. Paris et aggl. parisienne.....	11	(8)	12	13
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme.....	8	8	11	14
	. Pas de handicap	10	10	16	16
Préférence politique	. Se positionne à gauche	9	8	12	14
	. Se positionne au centre.....	9	10	16	13
	. Se positionne à droite	16	13	18	20
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	(5)	(8)	(10)	(11)
Ensemble de la population	10	9	14	15	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Tableau 16 - Est plutôt d'accord avec les affirmations suivantes

		Beaucoup de personnes renoncent à bénéficier des droits ou allocations auxquels elles pourraient prétendre	Beaucoup de personnes abusent du système	Beaucoup de personnes ne connaissent pas les droits ou les allocations auxquels elles pourraient prétendre
Sexe	. Homme	44	83	78
	. Femme.....	39	85	74
Age	. 18 - 24 ans.....	51	88	85
	. 25 - 39 ans.....	40	87	82
	. 40 - 59 ans.....	41	80	74
	. 60 - 69 ans.....	40	82	71
	. 70 ans et plus	39	89	68
Diplôme	. Aucun, Cep	45	93	77
	. Bepc	44	93	78
	. Bac.....	40	85	73
	. Diplôme du supérieur.....	37	69	74
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	35	81	70
	. Cadre et prof. intell. sup.	37	66	70
	. Profession intermédiaire	36	77	73
	. Employé	43	89	78
	. Ouvrier.....	47	95	83
	. Reste au foyer.....	46	87	78
	. Retraité	40	88	71
. Etudiant	51	78	89	
Niveau de vie mensuel du foyer par unité de consommation	. Bas revenus	48	87	82
	. Classes moyennes inférieures...	42	89	77
	. Classes moyennes supérieures .	40	86	74
	. Hauts revenus.....	35	71	69
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	37	86	74
	. De 2000 à 20000 habitants.....	46	90	79
	. De 20000 à 100000 habitants ..	36	85	71
	. Plus de 100000 habitants	40	80	75
	. Paris et agglo. parisienne.....	49	82	79
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap	46	85	78
	. Pas de handicap	40	84	75
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	43	73	79
	. Se positionne au centre.....	44	87	79
	. Se positionne à droite	37	95	68
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	44	89	78
Ensemble de la population		42	84	76

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Tableau 17 - Au cours des douze derniers mois, y a-t-il des allocations, droits, aides ou tarifs sociaux auxquels vous pouviez prétendre et dont vous n'avez pas bénéficié ?

		Oui	Non	NSP
Sexe	. Homme	18	75	7
	. Femme.....	20	75	6
Age	. 18 - 24 ans.....	27	65	(8)
	. 25 - 39 ans.....	27	66	7
	. 40 - 59 ans.....	20	73	7
	. 60 - 69 ans.....	(10)	87	(3)
	. 70 ans et plus	9	86	(5)
Diplôme	. Aucun, Cep	16	80	(4)
	. Bepc	22	71	7
	. Bac.....	20	74	(5)
	. Diplôme du supérieur.....	17	76	7
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	(26)	64	(10)
	. Cadre et prof. intell. sup.	(13)	80	(7)
	. Profession intermédiaire	18	76	(6)
	. Employé	25	66	(9)
	. Ouvrier.....	28	68	(4)
	. Reste au foyer.....	23	73	(3)
	. Retraité	8	87	(4)
. Etudiant	26	64	(10)	
Niveau de vie mensuel du foyer par unité de consommation	. Bas revenus	32	62	(7)
	. Classes moyennes inférieures...	21	72	7
	. Classes moyennes supérieures .	14	80	6
	. Hauts revenus.....	10	85	(5)
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	17	79	(3)
	. De 2000 à 20000 habitants.....	22	71	(6)
	. De 20000 à 100000 habitants ..	16	79	(5)
	. Plus de 100000 habitants	18	76	6
	. Paris et aggl. parisienne.....	21	68	11
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap	23	72	6
	. Pas de handicap	17	76	6
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	18	77	5
	. Se positionne au centre	20	74	(6)
	. Se positionne à droite	18	77	(5)
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	22	67	(11)
Ensemble de la population		19	75	6

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Tableau 18 - Aux personnes ayant renoncé à des droits La dernière fois que c'est arrivé, pour quelle raison principale n'avez-vous pas bénéficié d'allocations, droits, aides ou tarifs sociaux auxquels vous pouviez prétendre ?/ Aux personnes n'ayant pas renoncé à des droits Pour quelle raison principale pensez-vous que certaines personnes ne bénéficient pas d'allocations, droits, aides ou tarifs sociaux auxquels elles peuvent prétendre ?

		Par manque d'information sur les aides, les personnes à qui s'adresser	Par découragement devant l'ampleur ou la complexité des démarches à suivre	Parce que vous préférez vous en sortir par vous-même
Sexe	. Homme.....	59	18	9
	. Femme.....	59	15	9
Age	. 18 - 24 ans	58	16	(11)
	. 25 - 39 ans	63	15	7
	. 40 - 59 ans	58	17	10
	. 60 - 69 ans	59	19	(6)
	. 70 ans et plus	58	14	12
Diplôme	. Aucun, Cep	58	14	11
	. Bepc.....	59	17	9
	. Bac	59	16	9
	. Diplôme du supérieur	59	18	8
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant.....	51	(16)	(12)
	. Cadre et prof. intell. sup.	60	18	(5)
	. Profession intermédiaire.....	55	19	(9)
	. Employé	59	17	9
	. Ouvrier	60	19	(8)
	. Reste au foyer	60	(14)	(10)
	. Retraité	60	15	9
. Etudiant.....	67	(11)	(10)	
Niveau de vie mensuel du foyer par unité de consommation	. Bas revenus	59	18	10
	. Classes moyennes inférieures...	57	16	11
	. Classes moyennes supérieures..	63	16	8
	. Hauts revenus	57	18	(8)
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants	58	14	11
	. De 2000 à 20000 habitants	64	14	(7)
	. De 20000 à 100000 habitants...	62	17	(8)
	. Plus de 100000 habitants.....	57	17	9
	. Paris et aggl. parisienne	56	22	10
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap	61	16	6
	. Pas de handicap.....	58	17	10
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	61	18	9
	. Se positionne au centre	61	14	7
	. Se positionne à droite.....	55	16	10
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	60	17	(10)
Ensemble de la population		59	16	9

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

La ventilation des autres raisons selon les groupes sociodémographiques ne figurent pas dans le tableau compte tenu d'effectifs trop faibles.

Tableau 19 – Quelle opinion se rapproche le plus de la vôtre ? La diversité des cultures et des origines ...

		est une richesse	rend difficile la vie en commun	Total
Sexe	. Homme.....	56	43	100
	. Femme	53	46	100
Age	. 18 - 24 ans	61	38	100
	. 25 - 39 ans	66	34	100
	. 40 - 59 ans	55	44	100
	. 60 - 69 ans	50	48	100
	. 70 ans et plus	39	59	100
Diplôme	. Aucun, Cep.....	40	58	100
	. Bepc.....	46	53	100
	. Bac.....	59	40	100
	. Diplôme du supérieur.....	71	28	100
Profes sion - Catégorie sociale	. Indépendant.....	51	49	100
	. Cadre et prof. intell. sup.	64	35	100
	. Profession intermédiaire.....	69	31	100
	. Employé.....	57	41	100
	. Ouvrier	50	50	100
	. Reste au foyer	47	51	100
	. Retraité.....	44	54	100
	. Etudiant	68	31	100
Niveau de vie mensuel du foyer par unité de consommation	. Bas revenus	60	39	
	. Classes moyennes inférieures ...	48	50	
	. Classes moyennes supérieures..	56	44	
	. Hauts revenus	60	39	
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants	49	50	100
	. De 2000 à 20000 habitants	45	54	100
	. De 20000 à 100000 habitants...	56	44	100
	. Plus de 100000 habitants	57	42	100
	. Paris et agglo. parisienne	67	31	100
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap.....	51	47	100
	. Pas de handicap	56	43	100
Préférence politique	. Se positionne à gauche	72	28	100
	. Se positionne au centre.....	57	42	100
	. Se positionne à droite	33	66	100
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	52	46	100
Ensemble de la population		55	44	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Tableau 20 - Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ?

Les religions peuvent créer des tensions au sein de la société

		Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Total
Sexe	. Homme	92	8	100
	. Femme.....	93	7	100
Age	. 18 - 24 ans.....	92	(8)	100
	. 25 - 39 ans.....	90	10	100
	. 40 - 59 ans.....	92	7	100
	. 60 - 69 ans.....	96	(4)	100
	. 70 ans et plus	94	(5)	100
Diplôme	. Aucun, Cep	90	9	100
	. Bepc	94	6	100
	. Bac	96	(4)	100
	. Diplôme du supérieur.....	91	9	100
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	97	(3)	100
	. Cadre et prof. intell. sup.....	90	(8)	100
	. Profession intermédiaire	92	(7)	100
	. Employé	92	(8)	100
	. Ouvrier.....	92	(8)	100
	. Reste au foyer.....	92	(8)	100
	. Retraité	95	(5)	100
. Etudiant	89	(11)	100	
Niveau de vie mensuel du foyer par unité de consommation	. Bas revenus	90	10	100
	. Classes moyennes inférieures...	92	8	100
	. Classes moyennes supérieures .	94	(5)	100
	. Hauts revenus.....	95	(5)	100
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	95	(5)	100
	. De 2000 à 20000 habitants.....	93	(7)	100
	. De 20000 à 100000 habitants ..	92	(8)	100
	. Plus de 100000 habitants	94	6	100
	. Paris et aggl. parisienne.....	87	13	100
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap	93	6	100
	. Pas de handicap	92	7	100
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	91	8	100
	. Se positionne au centre	90	9	100
	. Se positionne à droite	96	(4)	100
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	93	(7)	100
Ensemble de la population		93	7	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Tableau 21 - Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ?

Les religions peuvent contribuer à transmettre des repères et des valeurs positives

		Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Total
Sexe	. Homme	70	29	100
	. Femme.....	68	31	100
Age	. 18 - 24 ans.....	73	26	100
	. 25 - 39 ans.....	72	27	100
	. 40 - 59 ans.....	65	34	100
	. 60 - 69 ans.....	73	27	100
	. 70 ans et plus	65	33	100
Diplôme	. Aucun, Cep	62	36	100
	. Bepc	64	35	100
	. Bac	73	27	100
	. Diplôme du supérieur.....	75	24	100
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	67	32	100
	. Cadre et prof. intell. sup.....	72	27	100
	. Profession intermédiaire	71	28	100
	. Employé	67	31	100
	. Ouvrier.....	66	33	100
	. Reste au foyer.....	69	30	100
	. Retraité	67	32	100
	. Etudiant	76	(22)	100
Niveau de vie mensuel du foyer par unité de consommation	. Bas revenus	64	35	100
	. Classes moyennes inférieures...	66	33	100
	. Classes moyennes supérieures ..	73	26	100
	. Hauts revenus.....	70	28	100
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	66	32	100
	. De 2000 à 20000 habitants.....	64	36	100
	. De 20000 à 100000 habitants ..	68	31	100
	. Plus de 100000 habitants	73	26	100
	. Paris et aggl. parisienne.....	70	28	100
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap	66	33	100
	. Pas de handicap	70	29	100
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	70	29	100
	. Se positionne au centre	72	27	100
	. Se positionne à droite	65	34	100
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	66	31	100
Ensemble de la population		69	30	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Tableau 22 – Pour vous, les pouvoirs publics doivent-ils en priorité ?

		Veiller à ce que chacun puisse être libre de ses croyances et de ses pratiques religieuses	Veiller à ce que les croyances et les pratiques religieuses des individus ne soient pas visibles dans les espaces publics	Total
Sexe	. Homme	32	67	100
	. Femme.....	32	67	100
Age	. 18 - 24 ans.....	36	64	100
	. 25 - 39 ans.....	41	58	100
	. 40 - 59 ans.....	30	68	100
	. 60 - 69 ans.....	28	72	100
	. 70 ans et plus	26	74	100
Diplôme	. Aucun, Cep	35	64	100
	. Bepc	28	71	100
	. Bac.....	29	71	100
	. Diplôme du supérieur.....	37	62	100
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	33	66	100
	. Cadre et prof. intell. sup.....	30	68	100
	. Profession intermédiaire	37	62	100
	. Employé	32	67	100
	. Ouvrier.....	31	68	100
	. Reste au foyer.....	32	67	100
	. Retraité	27	72	100
. Etudiant	45	55	100	
Niveau de vie mensuel du foyer par unité de consommation	. Bas revenus	37	62	100
	. Classes moyennes inférieures.....	35	64	100
	. Classes moyennes supérieures ..	30	69	100
	. Hauts revenus.....	23	76	100
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	28	71	100
	. De 2000 à 20000 habitants.....	27	72	100
	. De 20000 à 100000 habitants ..	36	64	100
	. Plus de 100000 habitants	32	66	100
	. Paris et aggl. parisienne.....	40	59	100
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap.....	30	69	100
	. Pas de handicap	33	66	100
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	37	62	100
	. Se positionne au centre.....	38	60	100
	. Se positionne à droite	19	80	100
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	34	64	100
Ensemble de la population		32	67	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Tableau 23 - Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ?

Dans les entreprises, il faut interdire le port visible de tout signe d'appartenance religieuse comme par exemple le voile, la kippa, la croix

		Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Total
Sexe	. Homme	80	20	100
	. Femme.....	82	18	100
Age	. 18 - 24 ans.....	77	23	100
	. 25 - 39 ans.....	75	24	100
	. 40 - 59 ans.....	80	19	100
	. 60 - 69 ans.....	86	14	100
	. 70 ans et plus	89	11	100
Diplôme	. Aucun, Cep	80	19	100
	. Bepc	85	15	100
	. Bac.....	82	18	100
	. Diplôme du supérieur.....	76	23	100
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	87	(12)	100
	. Cadre et prof. intell. sup.....	74	24	100
	. Profession intermédiaire	77	22	100
	. Employé	80	20	100
	. Ouvrier.....	80	20	100
	. Reste au foyer.....	82	18	100
	. Retraité	87	13	100
	. Etudiant	73	27	100
Niveau de vie mensuel du foyer par unité de consommation	. Bas revenus	74	26	100
	. Classes moyennes inférieures...	80	20	100
	. Classes moyennes supérieures .	84	15	100
	. Hauts revenus.....	84	15	100
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	84	15	100
	. De 2000 à 20000 habitants.....	85	14	100
	. De 20000 à 100000 habitants ..	78	21	100
	. Plus de 100000 habitants	80	20	100
	. Paris et agglo. parisienne.....	76	23	100
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap.....	83	16	100
	. Pas de handicap	80	19	100
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	77	22	100
	. Se positionne au centre.....	79	20	100
	. Se positionne à droite	89	10	100
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	77	22	100
Ensemble de la population		81	19	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Tableau 24 - Proportion d'individus déclarant avoir été le témoin au cours des 12 derniers mois d'une discrimination liée...

		à l'origine ethnique			à la religion			à l'âge		
		2013	2014	évo- lution	2013	2014	évoluti on	2013	2014	évol ution
Sexe	. Homme.....	24	24	=	18	17	-1	17	16	-1
	. Femme	23	21	-2	21	18	-3	21	17	-4
Age	. 18 - 24 ans.....	35	28	-7	35	25	-10	20	18	-2
	. 25 - 39 ans.....	28	33	+5	25	25	=	20	16	-4
	. 40 - 59 ans.....	24	21	-3	17	16	-1	19	18	-1
	. 60 - 69 ans.....	20	21	+1	15	14	-1	21	16	-5
	. 70 ans et plus	12	(8)	-4	(9)	(7)	-2	15	12	-3
Diplôme	. Aucun, Cep.....	10	10	=	10	9	-1	14	11	-3
	. Bepc.....	20	17	-3	20	15	-5	15	13	-2
	. Bac.....	31	26	-5	21	21	=	19	16	-3
	. Diplôme du supérieur.....	33	34	+1	24	23	-1	27	23	-4
Profes sion - Catégorie sociale	. Indépendant.....	(25)	(24)	-1	(11)	(19)	+8	(14)	(15)	+1
	. Cadre et prof. intell. sup.....	38	34	-4	23	22	-1	29	25	-4
	. Profession intermédiaire.....	29	34	+5	25	24	-1	25	24	-1
	. Employé.....	21	23	+2	21	18	-3	17	16	-1
	. Ouvrier	18	20	+2	19	17	-2	14	(11)	-3
	. Reste au foyer	27	17	-10	21	18	-3	22	(12)	-10
	. Retraité.....	15	13	-2	11	9	-2	16	13	-3
. Etudiant.....	39	29	-10	36	27	-9	(19)	(16)	-3	
Niveau de vie mensuel du foyer par unité de consommation	. Bas revenus.....	23	21	-2	24	20	-4	18	14	-4
	. Classes moyennes inférieures ...	23	19	-4	19	16	-3	19	16	-3
	. Classes moyennes supérieures..	22	23	+1	17	17	=	18	14	-4
	. Hauts revenus.....	27	29	+2	18	18	=	22	21	-1
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants	16	15	-1	16	11	-5	16	15	-1
	. De 2000 à 20000 habitants	20	19	-1	18	12	-6	16	13	-3
	. De 20000 à 100000 habitants...	21	19	-2	15	15	=	20	16	-4
	. Plus de 100000 habitants	30	27	-3	23	23	=	20	19	-1
	. Paris et aggl. parisienne	30	31	+1	23	25	+2	24	17	-7
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap.....	23	22	-1	20	18	-2	21	17	-4
	. Pas de handicap	24	22	-2	19	17	-2	18	16	-2
Préférence politique	. Se positionne à gauche	32	30	-2	22	21	-1	22	18	-4
	. Se positionne au centre.....	17	17	=	16	16	=	19	14	-5
	. Se positionne à droite	19	19	=	17	15	-2	17	16	-1
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	19	17	-2	20	15	-5	15	15	=
Ensemble de la population		24	22	-2	19	17	-2	19	16	-3

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2013

Tableau 25 - Proportion d'individus déclarant avoir été le témoin au cours des 12 derniers mois d'une discrimination liée...

		au handicap			au fait d'être un homme ou une femme			à l'orientation sexuelle		
		2013	2014	évoluti on	2013	2014	évoluti on	2013	2014	évoluti on
Sexe	. Homme	17	15	-2	13	12	-1	13	15	+2
	. Femme.....	18	19	+1	17	17	=	16	16	=
Age	. 18 - 24 ans.....	23	21	-2	19	16	-3	33	27	-6
	. 25 - 39 ans.....	22	22	=	21	22	+1	16	21	+5
	. 40 - 59 ans.....	19	19	=	16	15	-1	14	17	+3
	. 60 - 69 ans.....	16	15	-1	(9)	13	+4	12	(9)	-3
	. 70 ans et plus	(7)	(7)	=	(6)	(4)	-2	(6)	(4)	-2
Diplôme	. Aucun, Cep	11	10	-1	(6)	(4)	-2	(8)	(7)	-1
	. Bepc	15	17	+2	13	10	-3	13	14	+1
	. Bac.....	21	18	-3	15	17	+2	19	22	+3
	. Diplôme du supérieur	22	21	-1	25	24	-1	18	20	+2
Profes sion - Catégorie sociale	. Indépendant	(12)	(10)	-2	(11)	(10)	-1	(7)	(15)	+8
	. Cadre et prof. intell. sup.....	19	23	+4	29	33	+4	16	23	+7
	. Profession intermédiaire	25	22	-3	24	23	-1	22	20	-2
	. Employé	18	20	+2	16	15	-1	16	19	+3
	. Ouvrier.....	17	15	-2	(10)	(10)	=	(11)	16	+5
	. Reste au foyer.....	26	22	-4	(13)	(12)	-1	16	17	+1
	. Retraité	10	11	+1	8	7	-1	8	(6)	-2
. Etudiant	(20)	(18)	-2	(21)	(16)	-5	32	27	-5	
Niveau de vie mensuel du foyer par unité de consommation	. Bas revenus.....	20	19	-1	15	12	-3	17	16	-1
	. Classes moyennes inférieures....	16	17	+1	13	12	-1	14	15	+1
	. Classes moyennes supérieures ..	19	15	-4	15	15	=	14	15	+1
	. Hauts revenus.....	15	18	-3	18	21	+3	14	19	+5
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	17	11	-6	12	9	-3	13	12	-1
	. De 2000 à 20000 habitants.....	15	19	+4	11	12	+1	13	14	+1
	. De 20000 à 100000 habitants ..	16	18	+2	12	16	+4	11	14	+3
	. Plus de 100000 habitants	20	20	=	20	18	-2	17	20	+3
	. Paris et agglo. parisienne.....	17	18	+1	19	17	-2	18	15	-3
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap	21	23	+2	14	13	-1	14	16	+2
	. Pas de handicap	16	15	-1	15	15	=	15	16	+1
Préférence politique	. Se positionne à gauche	21	21	=	19	20	+1	18	21	+3
	. Se positionne au centre	15	17	+2	13	13	=	13	12	-1
	. Se positionne à droite	16	13	-3	12	12	=	11	13	+2
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	15	16	+1	14	(8)	-6	16	15	-1
Ensemble de la population		18	17	-1	15	14	-1	15	16	+1

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Nota : les autres réponses détaillées ne figurent pas dans ce tableau, car les effectifs des répondants ne permettent d'analyse croisée des résultats.

Tableau 26 - Proportion d'individus déclarant avoir été le témoin au cours des 12 derniers mois d'une discrimination liée...

Témoin d'au moins un type de discrimination

		2013	2014	Evolution
Sexe	. Homme.....	45	42	-3
	. Femme	46	43	-3
Age	. 18 - 24 ans	57	53	-4
	. 25 - 39 ans	54	53	-1
	. 40 - 59 ans	46	44	-2
	. 60 - 69 ans	39	38	-1
	. 70 ans et plus	28	21	-7
Diplôme	. Aucun, Cep.....	28	26	-2
	. Bepc.....	41	37	-4
	. Bac.....	52	48	-4
	. Diplôme du supérieur.....	58	55	-3
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant.....	47	39	-8
	. Cadre et prof. intell. sup.	61	60	-1
	. Profession intermédiaire.....	57	57	=
	. Employé.....	44	45	+1
	. Ouvrier	39	38	-1
	. Reste au foyer	50	40	-10
	. Retraité.....	32	28	-4
Niveau de vie mensuel du foyer par unité de consommation	. Bas revenus	47	44	-3
	. Classes moyennes inférieures ...	43	38	-5
	. Classes moyennes supérieures..	46	43	-3
	. Hauts revenus	47	49	+2
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants	41	35	-6
	. De 2000 à 20000 habitants	42	37	-5
	. De 20000 à 100000 habitants...	39	41	+2
	. Plus de 100000 habitants	50	50	=
	. Paris et agglo. parisienne	51	46	-5
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap.....	47	44	-3
	. Pas de handicap	44	42	-2
Préférence politique	. Se positionne à gauche	53	50	-3
	. Se positionne au centre.....	39	36	-3
	. Se positionne à droite	40	41	+1
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	42	38	-4
Ensemble de la population		45	43	-2

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Annexe- questionnaire

Q1 La cohésion sociale peut être définie comme la force des liens qui unissent les citoyens. C'est la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, en réduisant les inégalités et en évitant la marginalisation.

Selon vous, la cohésion sociale en France est-elle actuellement ?

(Enumérez - Une seule réponse)

- | | |
|---------------------------|---|
| . Très forte | 1 |
| . Assez forte | 2 |
| . Pas très forte | 3 |
| . Pas du tout forte | 4 |
| . Ne sait pas | 5 |

Q2 Selon vous, aujourd'hui en France, qu'est-ce qui contribue le plus à renforcer la cohésion sociale ?

(Présentez la liste - Une seule réponse)

- | | |
|--|---|
| . L'école | 1 |
| . La protection sociale (assurance maladie, chômage, vieillesse) | 2 |
| . L'entraide au sein des familles | 3 |
| . Les efforts de chacun pour vivre ensemble | 4 |
| . Les services publics (hôpital, transports ...) | 5 |
| . L'engagement de certains citoyens dans des associations ... | 6 |
| . Autre | 7 |
| . Ne sait pas | 8 |

Q3 Selon vous, que doivent faire les pouvoirs publics en priorité pour renforcer la cohésion sociale ?

(Présentez la liste - Classez les deux premières réponses)

- | | 1 ^{ère}
réponse | 2 ^{ème}
réponse |
|--|-----------------------------|-----------------------------|
| . Permettre à tous de bien se loger | 1 | 1 |
| . Assurer à tous la possibilité d'occuper un emploi | 2 | 2 |
| . Délivrer à tous une éducation de qualité | 3 | 3 |
| . Garantir à tous la possibilité de se soigner | 4 | 4 |
| . Favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes | 5 | 5 |
| . Aider les jeunes à démarrer dans la vie | 6 | 6 |
| . Soutenir les personnes handicapées ou dépendantes et leur famille | 7 | 7 |
| . Avoir une politique culturelle dynamique, qui permette des moments de partage entre les citoyens | 8 | 8 |
| . Favoriser la diversité des populations dans chaque quartier | 9 | 9 |
| . Soutenir la croissance économique | 10 | 10 |
| . Punir plus sévèrement les délinquants | 11 | 11 |
| . Autre | 12 | 12 |
| . Ne sait pas | 13 | 13 |

Q4 Avez-vous le sentiment d'être intégré dans la société française ?

(Enumérez - Une seule réponse)

- . Très bien intégré 1
- . Assez bien intégré 2
- . Pas bien intégré 3
- . Pas intégré du tout 4
- . Ne sait pas 5

Q5 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous été le témoin d'une des discriminations suivantes ?

(Enquêteur : on parle bien du fait d'être témoin et non pas d'avoir été personnellement victime d'une discrimination)

(Citez un à un - Une réponse par ligne)

(Rotation aléatoire des items - sauf dernière ligne)

	Oui	Non	Nsp
. A l'origine ethnique	1	2	3
. Au fait d'être un homme ou une femme	1	2	3
. A l'orientation sexuelle	1	2	3
. A l'âge	1	2	3
. A la religion	1	2	3
. Au handicap	1	2	3
. Avez-vous été le témoin d'une discrimination liée à une autre raison ?	1	2	3

Q6 Quelle opinion se rapproche le plus de la vôtre ?

(Enumérez - Une seule réponse)

- . La diversité des cultures et des origines est une richesse pour notre pays 1
- . La diversité des cultures et des origines rend difficile la vie en commun dans notre pays 2
- . Ne sait pas 3

Q7 Pour vous, les pouvoirs publics doivent-ils en priorité ?

(Enumérez - Une seule réponse)

- . Veiller à ce que chacun puisse être libre de ses croyances et de ses pratiques religieuses 1
- . Veiller à ce que les croyances et les pratiques religieuses des individus ne soient pas visibles dans les espaces publics 2
- . Ne sait pas 3

Q8 Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ?

(Citez un à un - Une réponse par ligne)

	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Nsp
. Dans les entreprises, il faut interdire le port visible de tout signe d'appartenance religieuse comme par exemple le voile, la kippa, la croix	1	2	3
. Les religions peuvent créer des tensions au sein de la société	1	2	3
. Les religions peuvent contribuer à transmettre des repères et des valeurs positives	1	2	3

Q9 Il existe, dans notre pays, un certain nombre de droits, de services et d'allocations auxquels les citoyens peuvent prétendre : allocations chômage, allocations familiales, logement social, aide juridictionnelle, RSA, Allocation pour les personnes âgées (APA), Couverture Maladie Universelle (CMU), tarifs sociaux pour l'électricité, le gaz, les transports, etc.

Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ?

(Citez un à un - Une réponse par ligne)

(Rotation aléatoire des items)

- . Beaucoup de personnes renoncent à bénéficier des droits ou allocations auxquels elles pourraient prétendre
- . Beaucoup de personnes abusent du système
- . Beaucoup de personnes ne connaissent pas les droits ou les allocations auxquels elles pourraient prétendre

Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Nsp
1	2	3
1	2	3
1	2	3

Q10 Au cours des douze derniers mois, y a-t-il des allocations, droits, aides ou tarifs sociaux auxquels vous pouviez prétendre et dont vous n'avez pas bénéficié ?

- . Oui 1
- . Non 2
- . Ne sait pas 3

Q11 Aux personnes ayant renoncé à des droits La dernière fois que c'est arrivé, pour quelle raison principale n'avez-vous pas bénéficié d'allocations, droits, aides ou tarifs sociaux auxquels vous pouviez prétendre ?

Aux personnes n'ayant pas renoncé à des droits Pour quelle raison principale pensez-vous que certaines personnes ne bénéficient pas d'allocations, droits, aides ou tarifs sociaux auxquels elles peuvent prétendre ?

(Présentez la liste - Une seule réponse)

- . Par manque d'information sur les aides, les personnes à qui s'adresser 1
- . Par découragement devant l'ampleur ou la complexité des démarches à suivre 2
- . Parce que vous préférez/ parce qu'elles préfèrent s'en sortir par vous-même /elles même..... 3
- . Pour ne pas avoir à rendre des comptes, à faire l'objet de contrôle 4
- . Pour ne pas subir de conséquences négatives (perte d'autres droits, obligation de payer des impôts, problèmes administratifs, etc) 5
- . Parce que ces aides n'apportent pas grand-chose financièrement 6
- . Autre, précisez / _____ / 7
- . Ne sait pas 8